

La guerre des limites

USA—Iran—Israël : ce que ce conflit révèle
des puissances, du chaos et du monde qui vient

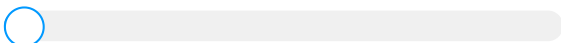
Adnane Benchakroun

Avril 2026

La guerre des limites

USA–Iran–Israël : ce que ce conflit révèle des puissances, du chaos et du monde qui vient



00:00  22:04

Adnane Benchakroun

Avril 2026

Préambule

La puissance n'est pas la toute-puissance

Nous écrivons ce livre à un moment de bascule.

En ce 2 avril 2026, la guerre entre les États-Unis et l'Iran n'est plus seulement un affrontement militaire régional. Elle est devenue un révélateur global. Le détroit d'Ormuz reste au cœur de la crise, Donald Trump menace de frapper l'Iran « extrêmement durement » dans les deux à trois prochaines semaines, tandis qu'Emmanuel Macron juge irréaliste l'idée de rouvrir le passage par la seule force militaire. Autrement dit, même parmi les alliés occidentaux, l'heure n'est plus à l'illusion d'une solution simple. La guerre continue, les marchés restent nerveux, le pétrole demeure sous tension, et les puissances avancent sans disposer d'une véritable carte de sortie.

C'est dans ce climat que ce travail prend son sens.

Car cette guerre dit déjà quelque chose de plus profond que son seul bilan humain, militaire ou diplomatique. Elle rappelle une vérité que les grandes puissances oublient régulièrement au moment même où elles exhibent leur supériorité : la force militaire peut imposer un rapport de puissance ; elle ne peut pas se confondre avec la toute-puissance. Cette phrase, qui sert ici de fil conducteur, n'est pas une formule morale. Elle est une clé de lecture stratégique.

Les États-Unis disposent de la machine militaire la plus puissante du monde. Leur capacité de frappe, de projection, de renseignement, de coordination et de destruction reste sans équivalent. Pourtant, au fur et à mesure que les jours passent, une évidence s'impose : cette supériorité ne suffit ni à garantir une paix rapide, ni à sécuriser les routes énergétiques, ni à discipliner les alliés, ni à neutraliser tous les effets secondaires d'une guerre qui déborde déjà son théâtre initial. La

crise d'Ormuz, la volatilité des marchés, les hésitations européennes, les attentes des monarchies du Golfe, les calculs russes et les observations chinoises montrent que la puissance n'abolit jamais totalement l'incertitude.

Il faut donc regarder ce conflit autrement.

Non comme un simple duel entre Washington et Téhéran, ni comme une séquence spectaculaire de frappes, de ripostes et d'ultimatums. Mais comme un laboratoire brutal du désordre contemporain. Dans cette guerre, tout se mêle : rivalité militaire, sécurité énergétique, vulnérabilité logistique, crédibilité des alliances, psychologie des marchés, diplomatie de crise, compétition des puissances et réécriture silencieuse de la hiérarchie mondiale.

À travers elle, c'est l'état réel du monde qui se laisse entrevoir.

Un monde où les détroits valent parfois autant que les capitales. Un monde où le prix du pétrole, le coût de l'assurance maritime, la stabilité des devises, les stocks de missiles et les capacités de dessalement deviennent des variables géopolitiques à part entière. Un monde où la Russie peut profiter d'une guerre qu'elle ne dirige pas, où la Chine peut apprendre d'un conflit qu'elle n'a pas déclenché, où l'OTAN peut être touchée par une crise qui n'entre pas formellement dans son périmètre, et où les monarchies du Golfe découvrent que la richesse n'immunise pas contre la fragilité stratégique.

C'est précisément pour cela que nous avons choisi l'angle des think tanks.

Non parce qu'ils détiendraient une vérité cachée, ni parce qu'ils parleraient d'une seule voix. Mais parce qu'ils constituent aujourd'hui une chambre d'écho essentielle des anticipations stratégiques. À

Washington, Londres, Bruxelles, Paris, Doha ou ailleurs, ces centres d'analyse essaient de mettre en ordre l'inquiétude du moment. Ils testent des scénarios, mesurent les bifurcations, hiérarchisent les risques, corrigent les illusions, parfois en produisent de nouvelles. Ils ne décrivent pas seulement le monde tel qu'il est : ils aident aussi les gouvernements, les marchés et les appareils sécuritaires à imaginer ce qui pourrait arriver.

Or, dans les moments de guerre, ce travail d'anticipation devient presque aussi important que l'événement lui-même.

La question n'est plus seulement : que se passe-t-il ?

Elle devient : que pensent les acteurs influents qu'il peut se passer ensuite ?

Et surtout : sur quoi travaillent-ils déjà, pendant que l'opinion regarde encore les images des bombardements ?

Ce livre part de là.

Il ne prétend pas révéler les secrets d'État ni parler au nom des chancelleries. Il vise autre chose : reconstruire, de manière rigoureuse et lisible, les grands scénarios qui occupent probablement en ce moment les esprits stratégiques les plus attentifs. Combien de temps cette guerre peut-elle durer ? Quels sont les chemins plausibles de sortie ? Que signifie l'après-guerre pour l'économie mondiale ? Que gagne ou perd la Russie de Vladimir Poutine dans cette séquence ? Que regarde la Chine à travers le prisme de Taïwan ? Que peut réellement faire l'OTAN ? Que redoutent les monarchies du Golfe ? Et, au fond, cette guerre marque-t-elle une démonstration de puissance américaine ou le dévoilement de ses limites ?

Ces questions n'appellent pas des réponses définitives. Elles demandent une méthode.

Cette méthode sera ici celle de la prudence active : lire les faits, suivre les signaux faibles, écouter les divergences d'analyse, refuser les prophéties trop propres, mais ne pas renoncer pour autant à penser l'avenir. Dans les crises de cette ampleur, la certitude est souvent une forme sophistiquée d'aveuglement. L'excès de prudence, lui, peut devenir une manière de ne rien voir. Il faut donc tenir une ligne difficile : analyser sans surjouer, prévoir sans dogmatisme, alerter sans dramatisation gratuite.

Ce livre est né de cette exigence.

Il s'adresse à celles et ceux qui ont compris qu'une guerre moderne ne se joue pas seulement sur une carte militaire, mais dans un système de répercussions en cascade. Il s'adresse à celles et ceux qui veulent lire derrière les gros titres, derrière la communication officielle, derrière la mise en scène des puissances. Il s'adresse enfin à celles et ceux qui savent qu'une guerre ne révèle jamais seulement la violence des armes : elle révèle aussi la structure du monde, ses dépendances, ses hypocrisies, ses rapports de force et ses fragilités.

C'est pourquoi ce livre ne sera ni un récit héroïque, ni une simple chronique diplomatique, ni un manuel de relations internationales. Il sera une tentative de mise en perspective. Une traversée raisonnée d'un conflit qui, sous des apparences classiques, ouvre déjà sur des questions beaucoup plus vastes : celle des limites de la force, des formes nouvelles de vulnérabilité, et de la difficulté croissante, pour les grandes puissances, de transformer leur supériorité en ordre stable.

Au fond, c'est peut-être cela que cette guerre impose de redire.

On peut dominer le ciel, frapper à distance, imposer des coûts immenses à un adversaire, désorganiser un territoire, impressionner

ses alliés et inquiéter le monde entier. Mais cela ne suffit pas à devenir maître de toutes les conséquences. La guerre entre les États-Unis et l'Iran ne rappelle pas seulement que la violence reste un instrument central des relations de puissance. Elle rappelle aussi qu'aucune armée, même la plus puissante, n'est toute-puissante.

Et c'est précisément dans cet écart — entre puissance réelle et maîtrise impossible — que se joue désormais l'essentiel.

Préambule

La puissance n'est pas la toute-puissance

Introduction

Quand un front régional dérègle l'ordre mondial

Chapitre 1

Combien de temps peut durer une guerre sans horizon clair ?

Chapitre 2

Les sorties possibles : cessez-le-feu, gel, enlèvement ou débordement

Chapitre 3

Le pétrole, les routes, les assurances : la guerre économique mondiale a déjà commencé

Chapitre 4

Gagner la guerre, perdre la paix

Chapitre 5

Poutine en embuscade

Chapitre 6

Pékin regarde, Taïwan écoute

Chapitre 7

L'OTAN hors zone, mais pas hors jeu

Chapitre 8

Les monarchies du Golfe : riches, armées, et pourtant vulnérables

Chapitre 9

Israël : le rêve de redessiner le Moyen-Orient et le "risque existentiel" permanent

Chapitre 10

Ce que les think tanks voient... et ce qu'ils ne voient pas

Prévision provisoire, risquée mais prudente

Ce qui peut arriver maintenant

Conclusion

La guerre qui rappelle aux puissances qu'elles ne maîtrisent pas tout

Post-scriptum

Le scénario noir : quand la guerre cesse d'être réversible

Introduction

Quand un front régional dérègle l'ordre mondial

Il y a des guerres qui restent circonscrites à leur théâtre. Et puis il y a celles qui, presque instantanément, débordent leur géographie pour contaminer l'ensemble du système international. La guerre entre les États-Unis et l'Iran appartient déjà à cette seconde catégorie. Née d'une logique de frappes, de représailles et de démonstration de force, elle est devenue en quelques jours une crise de circulation mondiale, de confiance stratégique et de vulnérabilité partagée. Le Moyen-Orient n'est plus ici seulement un champ de bataille : il redevient le point névralgique par lequel se révèlent les dépendances de l'économie globale, les fractures des alliances et les limites de la puissance. Au 2 avril 2026, le détroit d'Ormuz reste au centre de la séquence, tandis que les appels à une réouverture se heurtent à l'absence d'issue militaire simple. Emmanuel Macron a jugé "irréaliste" une réouverture du détroit par la seule force, alors même que Londres coordonne des discussions avec une quarantaine de pays sur les moyens de rétablir la navigation.

Ce glissement est essentiel. Car au premier regard, tout semble renvoyer à une scène classique : une superpuissance militaire, un adversaire régional, des frappes aériennes, des menaces croisées, des lignes rouges et des calculs de dissuasion. Mais dès que l'on s'approche, la mécanique réelle apparaît plus instable. La guerre ne se joue pas seulement entre Washington et Téhéran. Elle se joue aussi dans les couloirs de l'assurance maritime, dans les salles de marché, dans les stocks de défense aérienne, dans les terminaux gaziers du Golfe, dans les doctrines de l'OTAN, dans les calculs du Kremlin, dans les observations de Pékin, et jusque dans les arbitrages budgétaires de pays très éloignés du front. C'est précisément ce qui fait la singularité de cette crise : elle montre qu'un conflit régional peut agir comme un révélateur planétaire.

Les marchés ont compris cela avant beaucoup d'appareils politiques. Le 2 avril, après les nouvelles déclarations de Donald Trump promettant de nouvelles attaques contre l'Iran, le pétrole s'est envolé : le WTI a gagné plus de 11 % en séance et le Brent a fortement progressé, pendant que les actifs risqués reculaient sous l'effet de la peur d'un conflit prolongé et d'un blocage durable des flux. Reuters souligne que les investisseurs n'ont pas seulement réagi à la guerre elle-même, mais surtout à l'absence de trajectoire lisible de sortie et à la persistance d'une menace sur l'approvisionnement mondial.

C'est là qu'intervient le premier enseignement stratégique de cette introduction : la guerre moderne est moins un événement qu'un système de répercussions. Une frappe n'est plus seulement une frappe. Elle devient un choc sur le prix du baril, sur le coût du transport, sur la valeur des actifs, sur la perception du risque souverain, sur la crédibilité des coalitions, sur la hiérarchie des urgences diplomatiques. Quand l'Iran perturbe Ormuz, il ne touche pas seulement ses adversaires immédiats ; il agit sur une artère mondiale dont dépend une part décisive du commerce énergétique. Quand les États-Unis promettent de poursuivre la pression sans préciser comment s'organisera la sortie, ils rassurent peut-être une partie de leur appareil stratégique, mais ils produisent simultanément une anxiété systémique chez les alliés, les marchés et les économies dépendantes des approvisionnements du Golfe.

Cette guerre remet ainsi au centre une vieille vérité que la mondialisation avait parfois recouverte sous l'illusion de la fluidité : le monde reste structuré par des goulets d'étranglement. Certains sont maritimes, comme Ormuz. D'autres sont technologiques, financiers ou logistiques. Tous ont en commun de transformer des espaces apparemment périphériques en centres nerveux du système. Dès lors, un conflit n'a plus besoin de s'étendre militairement à plusieurs continents pour devenir mondial dans ses effets. Il lui suffit de toucher

l'un des points de passage où s'articulent énergie, commerce, sécurité et confiance. La guerre USA–Iran ne “mondialise” pas parce qu'elle envoie des armées partout ; elle se mondialise parce qu'elle frappe l'un des nœuds dont dépend le reste.

Cela explique aussi pourquoi le conflit a déjà changé de nature politique. Au début, la question était : jusqu'où les États-Unis peuvent-ils frapper ? Très vite, elle est devenue : jusqu'où le monde peut-il absorber les conséquences ? C'est une différence décisive. Une superpuissance raisonne souvent en termes de moyens militaires disponibles ; le système international, lui, raisonne en termes de seuils de tolérance. Combien de jours de perturbation énergétique ? Combien de semaines de panique sur les marchés ? Combien de missiles absorbables par les défenses du Golfe ? Combien d'incertitude supportable avant que les États, les entreprises et les opinions publiques ne commencent à réviser leurs comportements ? À partir d'un certain point, la guerre n'est plus évaluée seulement par les états-majors, mais par l'ensemble des acteurs qui en supportent les effets indirects.

C'est pourquoi le Golfe occupe une place centrale dans cette réflexion. Trop souvent, il est décrit comme un espace riche, protégé, énergétiquement indispensable, donc stratégiquement stabilisé. Or cette guerre montre exactement l'inverse : la richesse n'abolit pas la vulnérabilité. Les marchés du Golfe ont reculé ces derniers jours sur fond de crainte d'un conflit prolongé, et l'idée même d'un “après-guerre” sécurisé pour la région reste très incertaine. Au Qatar, Reuters a rapporté des inquiétudes jusque dans les évaluations de risque souverain, signe que l'on n'est plus dans la simple nervosité conjoncturelle mais dans la réévaluation plus profonde d'un environnement stratégique.

Cette dimension est capitale pour comprendre le rôle des think tanks. Car les centres d'analyse ne travaillent jamais uniquement sur le présent visible. Leur fonction consiste à transformer l'événement en scénarios. Ils se demandent déjà non seulement ce que la guerre est, mais ce qu'elle peut produire dans trois semaines, dans trois mois, dans un an. Vont-ils vers un cessez-le-feu imparfait ? Vers un gel instable ? Vers une forme de paix armée ? Vers une reconfiguration durable de la sécurité du Golfe ? Vers une érosion de la crédibilité américaine si la guerre s'achève sans architecture politique solide ? Ou au contraire vers un renforcement de la centralité américaine si Washington parvient à imposer une sortie sous contrainte ? Voilà le type de questions qui circulent dans les cercles stratégiques, souvent avant même que l'opinion ne les formule.

Mais il faut aller plus loin. Cette guerre est aussi un test pour les autres grandes puissances. La Russie observe une séquence qui peut détourner une partie de l'attention occidentale, tendre les marchés de l'énergie et fragiliser encore davantage la capacité européenne à hiérarchiser ses urgences. La Chine, elle, regarde autre chose : non pas l'Iran lui-même, mais le comportement américain sous contrainte, la consommation des ressources, la gestion simultanée des fronts et la capacité de Washington à rester crédible en Indo-Pacifique pendant qu'il est happé par le Moyen-Orient. Quant à l'OTAN, elle se retrouve dans une zone grise : non engagée comme alliance combattante, mais directement affectée par les questions de défense aérienne, de sécurité maritime, de disponibilité des moyens et de cohésion politique entre alliés. Ce livre montrera que la guerre USA–Iran n'est donc pas seulement un dossier moyen-oriental ; elle est une épreuve de cohérence pour le système occidental et un exercice d'observation stratégique pour ses rivaux.

L'un des pièges les plus fréquents, dans ce type de crise, consiste à croire que la puissance militaire commande seule le récit. C'est faux.

Elle peut créer le fait accompli ; elle ne décide pas à elle seule de ce que le système fera de ce fait accompli. Les États-Unis peuvent infliger des coûts immenses, dégrader des capacités, menacer durablement l'adversaire. Mais ils ne peuvent pas décider unilatéralement de la réaction des marchés, de l'endurance politique de l'Iran, de la psychologie des alliés européens, des arbitrages des monarchies du Golfe, ni de la manière dont Moscou et Pékin incorporeront cette séquence à leurs propres calculs. La puissance demeure immense ; la maîtrise reste incomplète. C'est tout le cœur de ce livre.

Dire cela ne revient pas à minimiser la force américaine. Ce serait une erreur symétrique. Il ne s'agit pas d'annoncer la fin de la puissance, mais d'examiner ses limites concrètes dans un monde d'interdépendances dures. Une armée peut dominer un théâtre, sans dominer tous les effets de sa propre domination. Une frappe peut être tactiquement impeccable et stratégiquement inachevée. Une victoire proclamée peut ouvrir une instabilité plus vaste que la situation qu'elle prétendait résoudre. La guerre USA–Iran oblige à tenir ensemble ces deux idées : la réalité de la supériorité américaine et l'impossibilité croissante de convertir cette supériorité en ordre durable.

C'est précisément pour cette raison que nous avons choisi une méthode fondée sur les scénarios, les rapports de force et les répercussions. Ce livre ne cherchera pas à distribuer des certitudes prématurées. Il avancera par couches : durée probable du conflit, sorties plausibles, post-guerre économique, recompositions politiques, rôle de la Russie, calculs chinois sur Taïwan, dilemmes de l'OTAN, vulnérabilités du Golfe, et enfin examen critique des angles morts des think tanks eux-mêmes. Car ces centres d'analyse, si utiles soient-ils, ne sont pas neutres : ils hiérarchisent, cadrent, oublient parfois, survalorisent souvent certains leviers au détriment d'autres. Les

étudier, c'est aussi étudier la manière dont les élites stratégiques pensent le monde — et parfois s'y trompent.

Au fond, cette introduction ne pose qu'une seule grande question, dont toutes les autres découlent : que révèle vraiment cette guerre ? Révèle-t-elle la capacité des États-Unis à imposer encore les termes de la sécurité globale ? Ou révèle-t-elle, plus profondément, la difficulté de toute puissance à gouverner les conséquences de ses propres démonstrations de force ? Révèle-t-elle l'isolement de l'Iran ? Ou bien la persistance de sa capacité à déranger l'ordre mondial sans pouvoir le remplacer ? Révèle-t-elle la solidité du camp occidental ? Ou bien ses lignes de fissure, entre intervention, distance, dépendance énergétique et saturation stratégique ?

C'est à ces questions que les pages qui suivent vont tenter de répondre.

Non pas pour refermer le débat, mais pour lui donner une architecture. Non pas pour annoncer avec arrogance ce que sera demain, mais pour comprendre ce que le présent est déjà en train de préparer. Car lorsque la guerre touche un point où se croisent énergie, routes maritimes, alliances, rivalités de puissance et vulnérabilités globales, elle cesse d'être un dossier parmi d'autres. Elle devient un miroir grossissant de l'ordre international.

Et parfois, un miroir impitoyable.

Chapitre 1

Combien de temps peut durer une guerre sans horizon clair ?

La première illusion, dans une guerre moderne, consiste à croire que sa durée se mesure au rythme des bombardements. C'est une erreur presque mécanique. Le temps visible de la guerre — celui des frappes, des déclarations martiales, des cartes diffusées sur les chaînes d'information — n'est jamais tout à fait le vrai temps du conflit. Une guerre peut paraître courte sur le plan militaire et longue sur le plan politique. Elle peut donner le sentiment d'approcher de son terme alors même qu'elle entre, en réalité, dans sa phase la plus incertaine. C'est exactement la question que pose aujourd'hui la guerre entre les États-Unis et l'Iran.

Au 1er avril 2026, Marco Rubio affirmait que Washington pouvait déjà voir la “ligne d'arrivée” d'un conflit alors entré dans sa cinquième semaine. Le même jour, Donald Trump disait que les objectifs militaires étaient presque atteints, tout en promettant de poursuivre les frappes encore “deux à trois semaines” et en menaçant l'Iran de nouvelles destructions si aucun arrangement n'intervenait. Dit autrement, le pouvoir américain envoie deux messages à la fois : la guerre approcherait de sa conclusion, mais elle n'aurait pas encore trouvé sa forme de sortie. Cette contradiction n'est pas un détail de communication. Elle révèle souvent le point exact où commence l'incertitude stratégique.

C'est pourquoi la bonne question n'est pas seulement : combien de jours ou de semaines dureront encore les opérations majeures ? La vraie question est plus exigeante : à partir de quand pourra-t-on dire que la guerre est finie ? Or, pour répondre sérieusement, il faut distinguer au moins trois temps : le temps militaire, le temps stratégique et le temps politique.

Le temps militaire est le plus simple à lire. Il correspond à la phase de haute intensité : frappes aériennes, salves de missiles, attaques contre infrastructures, démonstrations navales, montée aux extrêmes verbale. Sur ce terrain, plusieurs analyses ont avancé l'idée d'une séquence relativement brève. Début mars, Oxford Economics estimait qu'un tel conflit pouvait durer de une à trois semaines, au maximum deux mois, s'il restait contenu dans sa logique initiale de confrontation directe et de dégradation rapide des capacités adverses. Ce type d'évaluation repose sur une hypothèse implicite : les guerres contemporaines entre États technologiquement asymétriques tendent à condenser la violence initiale pour éviter l'enlisement frontal.

Mais cette hypothèse se heurte déjà à la réalité observée. Nous sommes désormais au-delà du premier choc. Le conflit a dépassé la seule séquence d'ouverture, et pourtant il n'existe toujours pas de feuille de route claire vers un arrêt durable. Reuters relève que l'administration américaine parle de proximité de la fin tout en maintenant la pression, sans calendrier décisif ni architecture diplomatique solide. C'est une guerre qui se présente comme bientôt terminée sans être capable, pour l'instant, de définir proprement les conditions de sa fin.

Vient alors le temps stratégique, beaucoup plus difficile à maîtriser. Une guerre n'est pas terminée lorsque les frappes ralentissent ; elle l'est lorsque les principaux acteurs cessent de croire qu'ils ont intérêt à en prolonger les effets. Or, dans le cas iranien, cette condition paraît loin d'être remplie. Le CSIS insiste sur le fait que Téhéran a abandonné une logique de représailles calibrées pour entrer dans une dynamique d'escalade plus rapide, plus horizontale et plus risquée. Cela signifie qu'en cas d'affaiblissement de sa capacité de riposte classique, l'Iran conserve encore une marge dans la dispersion des menaces : pression sur les routes énergétiques, harcèlement maritime,

effets indirects sur les États du Golfe, et possibilité de prolonger la crise au-delà du strict champ de bataille.

Autrement dit, une guerre peut cesser d'être spectaculaire sans cesser d'être active. C'est souvent le grand malentendu des conflits contemporains. Les opinions publiques attendent un moment de bascule net : une signature, un cessez-le-feu, une annonce présidentielle, un retrait visible. Mais les stratèges savent qu'un conflit peut se transformer en régime durable d'instabilité. Dans le cas présent, la fermeture effective du détroit d'Ormuz par la guerre a déjà déplacé le centre de gravité du conflit. Le nœud n'est plus seulement militaire ; il est systémique. Tant que la circulation n'est pas réellement sécurisée, tant que l'assurance maritime reste sous tension, tant que les acteurs du Golfe doutent de la robustesse du parapluie protecteur, la guerre continue d'exister dans ses effets, même si ses pics de violence baissent d'intensité.

Le temps politique, enfin, est le plus long de tous. C'est lui qui décide, au fond, si une guerre a produit une victoire, une impasse ou une défaite différée. Brookings l'a souligné dès les premiers jours : les objectifs de guerre centrés sur la neutralisation décisive de l'Iran ou sur une forme de changement profond du rapport de forces sont exposés à des conséquences non intentionnelles. Un régime affaibli peut survivre. Un appareil sécuritaire dégradé peut continuer à nuire. Une campagne pensée comme corrective peut fabriquer un désordre plus large que le problème qu'elle prétendait résoudre. La durée politique d'une guerre commence précisément là où sa durée militaire semblait s'achever.

C'est la raison pour laquelle les think tanks travaillent rarement avec une seule horloge. Ils raisonnent par séquences. Une première séquence est celle de la guerre chaude, où la question centrale est : qui garde l'initiative ? Une deuxième est celle de la sortie sous tension :

comment faire baisser l'intensité sans paraître céder ? Une troisième est celle du conflit résiduel : comment empêcher que la guerre ne se recompose sous d'autres formes ? Dans le cas USA–Iran, la plupart des signaux disponibles suggèrent que nous sommes précisément entre la première et la deuxième séquence : la phase de domination militaire américaine paraît tangible, mais la traduction politique de cette domination reste incomplète.

Le problème est aggravé par un biais classique de toutes les grandes puissances : confondre dégradation de l'adversaire et fermeture du conflit. Le fait que l'Iran ait vu ses capacités touchées ne signifie pas automatiquement qu'il a perdu tout pouvoir de nuisance. Le CSIS notait, après trois semaines de campagne aérienne, que les lancements iraniens avaient fortement diminué par rapport aux premiers jours, mais qu'une capacité de frappe résiduelle demeurait suffisante pour continuer à infliger des dégâts, en particulier sur les infrastructures énergétiques. C'est un point fondamental : dans certaines guerres, il ne faut plus beaucoup de moyens pour empêcher le retour à la normale.

À cela s'ajoute un autre facteur, moins militaire mais tout aussi décisif : la durée acceptable. Une guerre ne dure pas seulement aussi longtemps que les armées peuvent combattre ; elle dure aussi aussi longtemps que les systèmes politiques, économiques et sociaux acceptent d'en payer le prix. Or Reuters rapporte une montée du malaise intérieur aux États-Unis, avec une opinion de plus en plus défavorable à la poursuite de la guerre, sur fond de hausse des prix de l'énergie et de doute sur les objectifs réels du conflit. Cela ne signifie pas qu'un retrait soit imminent. Mais cela veut dire qu'une administration peut continuer à frapper tout en voyant se réduire son espace de légitimation politique. La durée d'une guerre est donc aussi une fonction de sa soutenabilité intérieure.

Du côté régional, le problème n'est pas moins sérieux. Carnegie souligne que la guerre a mis à nu la fragilité des liens entre les États-Unis et les monarchies du Golfe : bases militaires, accords de sécurité et normalisations diplomatiques ne suffisent pas à éliminer le sentiment d'exposition. Cela allonge mécaniquement la durée politique du conflit, car même un arrêt des bombardements ne règlera pas l'angoisse stratégique ouverte dans la région. Une guerre se termine rarement quand les armes se taisent si les alliés restent persuadés que les conditions de la prochaine crise sont déjà réunies.

Il faut donc se méfier des annonces de "fin proche". Dans les conflits contemporains, elles remplissent souvent une double fonction : rassurer l'opinion et maintenir la pression sur l'adversaire. Mais elles peuvent aussi masquer une difficulté plus profonde : l'absence d'un critère partagé de succès. Est-ce la destruction d'une capacité ? La réouverture d'Ormuz ? Une négociation imposée ? Une normalisation du marché pétrolier ? La sécurisation du Golfe ? L'affaiblissement durable de l'Iran ? Selon le critère retenu, la même guerre peut apparaître comme presque terminée ou à peine engagée.

C'est en cela que cette guerre est typique d'un monde où les conflits n'ont plus de clôture évidente. Les guerres du XXe siècle s'achevaient souvent par un acte visible de reddition, de basculement territorial ou de traité. Celles du XXIe siècle s'épuisent plus volontiers dans l'ambiguïté : moins de victoire nette, davantage de gestion du désordre. La question n'est plus seulement de vaincre, mais d'éviter que la victoire apparente ne produise un chaos plus coûteux encore.

Dès lors, combien de temps peut durer cette guerre ? La réponse la plus honnête est la suivante : la phase de très haute intensité peut encore être relativement courte ; la crise stratégique, elle, peut durer bien plus longtemps. Les grandes frappes peuvent ralentir dans les semaines qui viennent. Les déclarations de Washington vont continuer

à suggérer une issue proche. Certains marchés peuvent même par moments se rassurer. Mais cela ne signifiera pas automatiquement la fin du conflit. Tant que resteront ouvertes la question d'Ormuz, la vulnérabilité du Golfe, la capacité résiduelle de nuisance iranienne et l'absence d'architecture politique robuste, la guerre survivra sous une forme ou sous une autre.

Il faut donc accepter une idée inconfortable : dans ce type de guerre, la durée n'est pas un chiffre, c'est une structure. La bataille visible a un calendrier. L'instabilité, elle, a une inertie. Et c'est presque toujours cette seconde temporalité qui finit par peser le plus lourd.

Chapitre 2

Les sorties possibles : cessez-le-feu, gel, enlèvement ou débordement

Toute guerre finit un jour. Mais elle ne finit presque jamais comme on l'avait imaginé à son déclenchement. C'est l'un des paradoxes les plus constants de l'histoire stratégique : les puissances entrent dans une guerre avec des objectifs relativement nets, puis découvrent au fil des jours que la vraie difficulté ne réside pas seulement dans l'emploi de la force, mais dans la fabrication d'une sortie acceptable. La guerre entre les États-Unis et l'Iran ne fait pas exception. Mieux : elle en est déjà une illustration presque scolaire. À mesure que les frappes se prolongent et que le détroit d'Ormuz demeure au centre des inquiétudes internationales, la question n'est plus seulement de savoir qui garde l'initiative militaire. Elle est désormais de comprendre quelles sorties de guerre restent plausibles, et à quel prix. Reuters notait encore le 2 avril que les espoirs d'une fin rapide s'étiolaient, pendant que les menaces de Donald Trump et les avertissements iraniens entretenaient une logique de confrontation sans horizon clair.

Dans les milieux stratégiques, on ne pense jamais la fin d'une guerre comme un événement unique. On la pense en scénarios. Et les scénarios, dans ce cas précis, s'ordonnent autour de quatre grandes familles : le cessez-le-feu imparfait, le gel instable, l'enlèvement sous une forme résiduelle, et le débordement indirect. Aucun de ces chemins n'offre de solution élégante. Aucun ne permet de parler sérieusement de victoire simple. Tous confirment la même idée : la sortie d'une guerre moderne ressemble moins à une porte qu'à un couloir encombré. Les analyses de Reuters, du CSIS, de Carnegie et de Brookings convergent au fond sur ce point : le problème n'est pas seulement d'arrêter les frappes, mais de définir ce qui, politiquement et stratégiquement, pourrait tenir après elles.

Le premier scénario, et sans doute le plus plausible à court terme, est celui d'un cessez-le-feu imparfait. Dans cette hypothèse, les opérations majeures ralentissent, la pression diplomatique s'intensifie, et chacun revendique publiquement une forme de succès. Washington dirait avoir sévèrement affaibli l'Iran. Téhéran dirait avoir survécu à la coalition et démontré sa capacité à perturber le système énergétique mondial. Les Européens mettraient en avant l'urgence de la désescalade. La Chine, qui appelle déjà à un cessez-le-feu et à la protection de la navigation dans Ormuz, se présenterait comme acteur responsable du retour à la stabilité. Ce scénario est crédible parce qu'il permet à chaque acteur de sauver une part de son récit sans résoudre pour autant le fond du problème. Mais c'est aussi sa faiblesse : il réduit l'intensité sans liquider les causes de la reprise.

Ce cessez-le-feu imparfait aurait une apparence rassurante, mais une substance fragile. Les États du Golfe ont d'ailleurs déjà laissé entendre qu'un simple arrêt des combats ne leur suffirait pas. Reuters rapportait le 27 mars que plusieurs monarchies arabes demandaient aux États-Unis qu'une issue au conflit aille au-delà de la seule cessation des hostilités, et qu'elle inclue une dégradation durable des capacités iraniennes en missiles, drones et capacité de coercition sur les routes énergétiques. Cette exigence est décisive : elle signifie que, pour des acteurs directement exposés, la sortie minimale n'est pas un cessez-le-feu, mais une transformation du rapport de menace. Tant que cette condition n'est pas satisfaite, la paix n'est, pour eux, qu'une pause.

Le deuxième scénario est celui d'un gel instable. C'est souvent le scénario le plus sous-estimé, parce qu'il n'offre ni image spectaculaire de victoire, ni signature diplomatique nette. Dans cette hypothèse, la guerre de haute intensité se calme, mais le conflit ne se clôt pas réellement. Les canaux de discussion restent ouverts, les flux énergétiques sont partiellement rétablis, les marchés cessent de

paniquer, mais chacun maintient ses moyens de pression. L'Iran conserve une capacité résiduelle de nuisance. Les États-Unis gardent un niveau élevé de présence et de menace. Les partenaires du Golfe se réarment, renforcent leurs défenses et durcissent leurs infrastructures critiques. En apparence, la guerre est suspendue. En réalité, elle est gelée dans une forme de réversibilité permanente. Les travaux du CSIS sur les "wars after the war" décrivent précisément ce type de paysage : une fin officielle de la phase aiguë qui débouche sur des hostilités plus diffuses, plus intermittentes, mais potentiellement durables.

Ce scénario de gel est redoutable, parce qu'il repose sur une ambiguïté fonctionnelle. Il permet aux dirigeants de dire que la guerre s'éteint, tout en obligeant les systèmes militaires, énergétiques et diplomatiques à vivre comme si elle pouvait reprendre à tout moment. C'est une paix qui coûte presque comme une guerre. Les assurances restent chères, la navigation demeure vulnérable, les marchés intègrent une prime de risque persistante, et la région continue de fonctionner sous tension. C'est aussi un scénario qui convient paradoxalement à certains acteurs : ni Washington ni Téhéran n'y trouvent une victoire parfaite, mais chacun peut y éviter une humiliation immédiate. Pour les think tanks, il s'agit souvent du compromis le plus probable lorsque les objectifs de guerre sont trop ambitieux pour être pleinement atteints, mais que le coût de l'escalade totale devient trop élevé.

Le troisième scénario est celui de l'enlèvement sous une forme résiduelle. Il faut ici entendre le mot enlèvement dans un sens contemporain. Il ne s'agit pas forcément d'une guerre terrestre massive et interminable, mais d'un conflit qui se dégrade en séquence prolongée de pressions, représailles, frappes limitées, sabotage économique, guerre maritime, cyberopérations et harcèlement régional. Ce scénario est jugé plausible par de nombreux analystes

parce que l'Iran, même affaibli, n'a pas besoin de restaurer une pleine symétrie militaire pour empêcher le retour à la normalité. Quelques capacités résiduelles bien choisies, quelques menaces sur les routes énergétiques, quelques attaques asymétriques ou signaux coercitifs peuvent suffire à maintenir le coût politique de la crise. Le CSIS, encore, insiste sur le fait que la stratégie iranienne est moins une recherche de victoire conventionnelle qu'une volonté de restaurer la dissuasion en élargissant le coût du conflit.

L'enlèvement résiduel serait aussi alimenté par une divergence probable des objectifs entre acteurs alliés. Carnegie a déjà souligné que les objectifs américains et israéliens ne se confondent pas nécessairement, et que cette divergence peut compliquer la sortie. Les États-Unis peuvent être tentés par une sortie sous contrainte si le coût politique intérieur devient trop élevé ; d'autres acteurs régionaux peuvent au contraire estimer qu'une pause trop rapide laisserait intactes les conditions de la prochaine crise. C'est souvent dans cet écart entre alliés que se loge la durée réelle des guerres : non pas dans l'incapacité à frapper davantage, mais dans l'incapacité à s'accorder sur le point à partir duquel il devient rationnel de s'arrêter.

Le quatrième scénario est celui du débordement indirect, parfois plus dangereux encore qu'une escalade frontale. Ici, la guerre ne s'étend pas nécessairement par un engagement massif de nouveaux États, mais par propagation latérale de ses effets : attaques sur infrastructures régionales, pression sur le Golfe, extension vers de nouvelles zones maritimes, vulnérabilités dans le Caucase ou ailleurs, perturbation plus large du commerce, et multiplication de fronts secondaires. Reuters signalait déjà le 24 mars que la Russie voyait d'un très mauvais œil tout risque de débordement vers la zone caspienne. Carnegie, de son côté, attirait l'attention sur les effets collatéraux dans le Caucase du Sud, où des États comme l'Arménie et l'Azerbaïdjan se retrouvent à arbitrer prudemment entre plusieurs

puissances. Ce scénario intéresse fortement les think tanks parce qu'il transforme la guerre en crise régionale étendue, sans pour autant la faire entrer dans le cadre simpliste d'une "guerre mondiale".

Le débordement indirect a un autre effet : il démultiplie les acteurs qui ont intérêt à une désescalade sans pour autant disposer d'un levier décisif pour l'imposer. La Chine, par exemple, appelle à un cessez-le-feu et à la sécurisation d'Ormuz, mais son influence reste surtout diplomatique et économique. La Russie souhaite éviter certains effets de contagion régionale, tout en tirant par ailleurs profit du désordre énergétique. Les Européens veulent la réouverture des flux et la réduction du risque, mais ne disposent ni d'une pleine autonomie militaire ni d'une ligne politique complètement unifiée. Ce paysage produit un paradoxe central : beaucoup d'acteurs souhaitent la fin de la guerre, mais peu sont capables d'en dessiner les termes. Dans ces conditions, la sortie de guerre dépend moins d'une médiation idéale que d'un épuisement relatif des options de chacun.

Il faut alors poser la question décisive : quel scénario paraît aujourd'hui le plus plausible ? La réponse la plus sérieuse est probablement un mélange des deux premiers : un cessez-le-feu imparfait débouchant sur un gel instable. En d'autres termes, la haute intensité pourrait baisser, mais sans que la région retrouve une normalité stratégique. Les signaux disponibles vont dans ce sens. Reuters décrit une pression internationale croissante pour arrêter les combats, alors même que les menaces américaines et iraniennes continuent. Les États du Golfe veulent plus qu'un simple arrêt des frappes, mais il n'existe pas, à ce stade, d'indice solide d'un accord global capable de répondre à l'ensemble de leurs exigences. Et les analyses du CSIS comme de Carnegie laissent entendre que même un arrêt prochain des opérations lourdes ne signifierait pas la disparition du conflit sous ses formes basses ou indirectes.

Ce scénario mixte est crédible aussi pour une raison politique simple : il permet à tous les camps de différer l'aveu de leurs limites. Washington peut prétendre avoir imposé sa supériorité. Téhéran peut prétendre avoir résisté. Les alliés du Golfe peuvent obtenir des promesses de renforcement sécuritaire. L'Europe peut se féliciter d'un retour relatif au dialogue. La Chine peut revendiquer sa posture de puissance de stabilisation. Mais ce type d'arrangement ne règle rien de fondamental. Il reporte les tensions dans le temps, au lieu de les dissoudre. C'est pourquoi les think tanks ne lisent jamais un cessez-le-feu seulement comme la fin d'une guerre ; ils le lisent comme une hypothèse sur la forme de la guerre suivante.

La vraie difficulté est là. Une sortie de guerre n'est pas seulement un mécanisme de désescalade ; c'est aussi un dispositif de prévention de la rechute. Or la guerre USA–Iran se déroule dans un environnement où les motifs de rechute sont nombreux : Ormuz, les infrastructures énergétiques, la compétition régionale, la dissymétrie entre moyens conventionnels et moyens asymétriques, les divergences entre alliés, et l'usage politique intérieur de la fermeté dans plusieurs capitales. Plus les motifs de rechute sont nombreux, plus la sortie doit être robuste. Et plus une sortie robuste est difficile à construire, plus la tentation d'un arrangement provisoire devient forte. C'est exactement ce que semble produire la séquence actuelle.

Il faut enfin insister sur une dernière idée : dans cette guerre, la sortie la plus plausible n'est pas forcément la plus rassurante. Un cessez-le-feu imparfait peut soulager les marchés et calmer les opinions, tout en laissant intacte une part décisive du problème. Un gel instable peut éviter l'escalade, tout en institutionnalisant la peur. Un enlisement résiduel peut paraître moins dramatique qu'une guerre ouverte, tout en usant lentement la région et ses partenaires. Et un débordement indirect peut rester invisible pour une partie du public tout en produisant des dégâts stratégiques considérables. Voilà

pourquoi les think tanks s'intéressent tant aux formes de fin de guerre : elles disent souvent davantage sur l'avenir du système international que les batailles elles-mêmes.

Au fond, ce chapitre conduit à une conclusion simple, mais inconfortable. La guerre entre les États-Unis et l'Iran n'oppose pas seulement une puissance militaire dominante à un adversaire régional résilient. Elle oppose aussi plusieurs récits de sortie, plusieurs seuils d'acceptabilité, plusieurs peurs du lendemain. C'est pour cela qu'aucune issue nette ne s'impose encore. Dans l'état actuel des choses, la désescalade la plus probable ressemble moins à une paix qu'à une suspension nerveuse du pire.

Et dans les guerres de ce siècle, c'est souvent déjà considéré comme un succès.

Chapitre 3

Le pétrole, les routes, les assurances : la guerre économique mondiale a déjà commencé

Dans les guerres contemporaines, le front économique ne s'ouvre plus après les combats. Il s'ouvre en même temps. Parfois même avant que les opinions publiques aient compris que la bataille déborde déjà le champ militaire. La guerre entre les États-Unis et l'Iran en offre une démonstration presque parfaite. À peine les frappes se sont-elles installées dans la durée que le système mondial a commencé à re-tarifier le risque : flambée du pétrole, fret maritime sous tension, assurance en alerte, marchés nerveux, fertilisants perturbés, inflation redoutée, projets d'investissement fragilisés. Ce qui se joue ici n'est pas seulement une guerre de missiles. C'est une guerre sur le coût de circuler, de produire, d'acheter, d'emprunter et de sécuriser les flux. Reuters a montré le 2 avril que le WTI a bondi de plus de 11 % et le Brent de 7 % après les nouvelles menaces de Donald Trump, signe que les marchés ne pricent plus seulement l'événement militaire, mais l'idée d'une perturbation prolongée de l'offre et du transport.

Le cœur de cette guerre économique tient en un mot : Ormuz. Le détroit n'est pas un simple passage maritime parmi d'autres. C'est l'un des grands goulets d'étranglement de l'économie mondiale. CSIS rappelle qu'environ un quart du pétrole mondial, un quart des fertilisants azotés échangés et près d'un cinquième du gaz naturel liquéfié transitent par cette zone. Quand l'Iran gèle de fait la circulation, mine ou menace la zone, il ne s'en prend pas seulement à ses adversaires immédiats. Il agit sur une artère globale où se croisent énergie, agriculture, industrie et finance. C'est ce qui rend cette crise si redoutable : il suffit de ralentir fortement la circulation dans un point-clé pour transmettre une onde de choc bien au-delà du théâtre militaire.

Le premier effet est évidemment pétrolier, mais il ne faut pas le lire trop vite. Une hausse brutale du baril n'est jamais seulement une question de producteurs enrichis et de consommateurs pénalisés. Elle agit comme une taxe mondiale invisible. Elle renchérit le transport, pèse sur l'industrie, augmente les coûts agricoles, alimente les anticipations inflationnistes et complique la tâche des banques centrales. Reuters note que la guerre a déjà fait remonter fortement les taux américains à long terme et poussé le taux hypothécaire fixe à 30 ans à 6,46 %, son plus haut niveau depuis plusieurs mois, en raison notamment des craintes sur l'énergie et les expéditions de fertilisants via Ormuz. Voilà ce que les guerres énergétiques font au monde réel : elles se transforment très vite en coût du crédit, en perte de pouvoir d'achat et en nervosité monétaire.

Mais réduire cette guerre économique au pétrole serait déjà manquer une partie du tableau. Le deuxième choc concerne le transport maritime. Reuters rapportait dès le 4 mars que les coûts de transport pétrolier et gazier avaient flambé à des sommets historiques, avec des taux journaliers de très gros transporteurs qui explosaient sous l'effet de la crise. Cela dit quelque chose de fondamental : dans une économie mondialisée, le prix du produit compte, mais le prix du déplacement compte presque autant. Une guerre peut ne pas détruire massivement des volumes, et pourtant produire une crise économique sévère simplement en rendant leur acheminement beaucoup plus risqué, plus lent et plus cher. Le fret devient alors une variable géopolitique centrale.

Or le fret n'augmente pas seul. Il entraîne avec lui l'assurance maritime, autre maillon décisif et souvent invisible. Dès qu'une zone devient contestée, les assureurs réévaluent le risque de guerre, augmentent les primes, restreignent les couvertures ou exigent des conditions plus dures. Cela produit un effet de cascade : certains armateurs hésitent, d'autres allongent les routes, d'autres suspendent,

d'autres répercutent immédiatement le coût. Le prix final payé par l'économie mondiale n'est donc pas seulement celui du carburant, mais celui de la peur organisée. Les marchés ne fonctionnent jamais à l'essence seule ; ils fonctionnent à la confiance assurée. Une route sans assurance solide devient une route politiquement ouverte mais économiquement à moitié fermée. Reuters souligne précisément que l'absence de plan crédible de réouverture d'Ormuz nourrit cette nervosité durable.

Le troisième choc, plus discret mais potentiellement plus corrosif, touche les fertilisants et donc l'agriculture mondiale. CSIS insiste sur ce point : la guerre autour d'Ormuz menace directement les marchés des intrants agricoles, au moment même où l'hémisphère Nord entre dans des phases critiques de semis. Lorsque les fertilisants se renchérissent ou arrivent mal, l'effet ne s'arrête pas au secteur agricole. Il finit par se diffuser dans les prix alimentaires, la sécurité d'approvisionnement et les budgets publics de pays importateurs fragiles. Autrement dit, la guerre USA–Iran n'est pas seulement une guerre sur l'énergie ; elle est aussi, potentiellement, une guerre différée sur l'alimentation. C'est là une extension décisive de la notion même de front économique.

Cette logique de diffusion explique pourquoi les think tanks économiques ne regardent plus la crise seulement à travers la courbe du Brent. Brookings estime que le choc énergétique n'a pas encore produit tous ses effets, notamment parce que le monde ne reviendra pas simplement au niveau de perception du risque qui prévalait avant la guerre. Cette idée mérite qu'on s'y arrête. Le prix du pétrole peut redescendre un jour. Mais la prime de risque géopolitique, elle, peut rester durablement plus élevée. C'est ce qui change tout : les investisseurs, les armateurs, les acheteurs industriels, les assureurs et les États apprennent de la guerre et réécrivent leurs hypothèses. Même

après accalmie, la mémoire du risque reste dans les contrats, les taux, les plans de contingence et les stratégies logistiques.

Le Golfe, dans cette affaire, est à la fois l'épicentre et le grand laboratoire. Depuis des années, les monarchies de la région vendaient au monde un récit de stabilité fonctionnelle : sécurité relative, infrastructures de pointe, hubs logistiques, diversification, finance, tourisme, talents mobiles, data centers, grandes ambitions post-pétrole. Carnegie note que cette guerre fissure ce récit. Quand une région redevient synonyme de risque énergétique, maritime et stratégique, tout son modèle de projection économique se complique. On n'investit pas de la même manière dans un hub quand on se met à douter de la fluidité de ses routes, de la robustesse de ses assurances ou de la solidité de son parapluie sécuritaire. La guerre n'endommage donc pas seulement des installations ; elle endommage aussi une promesse de normalité.

C'est pourquoi le post-guerre économique risque d'être plus important encore que le choc immédiat. Dans les jours de crise, les marchés regardent la volatilité. Dans les mois qui suivent, ils regardent la structure. Le Qatar, par exemple, a déjà vu émerger des signaux de risque plus durables autour de la sécurité de ses actifs énergétiques, selon Reuters fin mars. Même si les exportations reprennent, la question restera posée : que vaut un grand projet énergétique, gazier, industriel ou logistique dans un environnement où la guerre a montré qu'un point de passage vital pouvait être paralysé en quelques jours ? Voilà le type de raisonnement que les think tanks et les agences de risque intègrent déjà.

Il faut ajouter à cela un facteur moins visible, mais central : la guerre réactive la concurrence mondiale pour les alternatives. Plus Ormuz inquiète, plus les pipelines de contournement, les terminaux extérieurs à la zone, les capacités de stockage, les routes plus longues mais plus

sûres, les producteurs non-golfe et les infrastructures de substitution gagnent en valeur stratégique. Une guerre régionale ne se contente jamais de détruire ; elle redistribue. Elle enrichit certains segments, renforce certaines géographies, accélère certaines décisions d'investissement et en gèle d'autres. C'est aussi pour cela que la guerre économique mondiale a déjà commencé : elle pousse les acteurs à arbitrer dès maintenant les gagnants et les perdants d'un monde plus cher à sécuriser.

Du côté occidental, le choc est particulièrement inconfortable parce qu'il tombe sur des économies déjà sensibles à l'inflation et à la fatigue budgétaire. Reuters montre que l'impact de la guerre n'est pas resté abstrait : les rendements obligataires ont réagi, les actions ont reculé, le coût du crédit immobilier est remonté. Cela signifie que la guerre iranienne devient très vite une question domestique, y compris pour des pays éloignés du front. Le vrai pouvoir d'une perturbation stratégique n'est pas seulement dans ce qu'elle détruit directement, mais dans sa capacité à traverser les frontières sans visa, via les prix, les taux et les anticipations. À ce niveau, le Moyen-Orient redevient ce qu'il a souvent été dans l'histoire : un accélérateur mondial de tensions déjà latentes.

Il serait pourtant trop simple de conclure que cette guerre annonce seulement un monde plus cher. Elle annonce aussi un monde plus prudenialisé. Entreprises, États et investisseurs vont probablement intégrer davantage de redondance, plus de stocks, plus de coûts de sécurité, plus de scénarios de rupture, plus de diversification géographique. En termes comptables, cela ressemble à une hausse des coûts. En termes stratégiques, c'est un changement d'époque : la fluidité maximale cesse d'être l'horizon évident ; la résilience redevient une dépense légitime. Le commerce mondial, depuis plusieurs années, glissait déjà de la pure optimisation vers la

sécurisation. La guerre USA–Iran accélère brutalement ce mouvement.

C'est ici qu'il faut poser la question politique la plus importante : qui paie réellement cette guerre économique ? Pas seulement les belligérants. La facture se diffuse. Elle touche les pays pauvres importateurs de denrées et d'énergie, les ménages via l'inflation, les entreprises via le transport et le crédit, les États via les subventions et les arbitrages budgétaires, les régions dépendantes des flux du Golfe, et même les producteurs qui profitent à court terme des prix élevés mais voient se tendre l'environnement global. Une guerre énergétique ne produit jamais des gagnants purs. Elle produit surtout des gagnants relatifs dans un système plus instable.

Au fond, la leçon de ce chapitre est simple : la guerre entre les États-Unis et l'Iran a déjà ouvert une seconde bataille, moins photogénique mais plus universelle. Cette bataille se livre dans les cours du brut, les tarifs de transport, les primes d'assurance, les marchés agricoles, les taux d'intérêt, les stratégies industrielles et les plans d'investissement. Elle ne tue pas avec la brutalité immédiate des missiles, mais elle use les sociétés par le renchérissement du quotidien et par la fragilisation des équilibres économiques. C'est pourquoi il faut la prendre au sérieux : elle transforme un conflit régional en discipline mondiale de la prudence, du surcoût et de la vulnérabilité recalculée.

Et c'est souvent ainsi que les guerres changent vraiment le monde : moins par ce qu'elles annoncent dans les communiqués militaires que par ce qu'elles imposent silencieusement aux factures, aux contrats et aux peurs durables.

Chapitre 4

Gagner la guerre, perdre la paix

Il existe, dans l'histoire stratégique, une forme de victoire qui ressemble à un piège. Elle survient lorsque la supériorité militaire d'un camp est réelle, visible, parfois écrasante, mais qu'elle ne débouche ni sur un ordre stable ni sur une paix praticable. C'est le risque central de la guerre entre les États-Unis et l'Iran. Le 1er avril, Donald Trump a assuré que les objectifs militaires américains étaient presque atteints, tout en annonçant la poursuite des frappes pendant encore deux à trois semaines et sans présenter de calendrier crédible de sortie politique. Cette dissociation entre succès militaire proclamé et horizon politique flou dit déjà l'essentiel : on peut gagner la séquence armée sans avoir encore la moindre garantie de gagner l'après-guerre.

Le problème commence avec une question que les états-majors ne peuvent pas trancher seuls : qu'appelle-t-on, exactement, "la paix" dans cette guerre ? S'agit-il d'une simple baisse des frappes ? D'une réouverture d'Ormuz ? D'un affaiblissement durable des capacités iraniennes ? D'une transformation du régime ? D'un réassurage des monarchies du Golfe ? Plus les objectifs sont multiples, plus la paix devient difficile à définir. Reuters montre que la communication américaine insiste sur les gains opérationnels, alors même que l'administration n'a pas clarifié le point à partir duquel elle considérerait le conflit politiquement clos.

La première difficulté tient à la survie du régime iranien. Brookings estime que, malgré la mort d'Ali Khamenei et de hauts responsables, malgré les destructions militaires et malgré les fractures économiques, l'appareil du pouvoir tient encore. Il n'y a pas eu, à ce stade, de défection majeure capable de faire basculer l'architecture du régime. C'est une donnée décisive : si l'État iranien survit, même très affaibli,

alors la guerre n'a pas produit un "après" vierge, mais un adversaire blessé, humilié, durci et potentiellement encore plus enclin à vivre dans une logique de confrontation.

C'est ici que surgit le paradoxe le plus inquiétant : un régime affaibli peut devenir politiquement plus dur, non plus modéré. Le CSIS souligne que les "wars after the war" sont précisément le moment où la rationalité du régime peut évoluer vers une conflictualité persistante. Un pouvoir qui a survécu à une tentative d'étranglement militaire peut conclure qu'il sera attaqué quoi qu'il fasse, et qu'il lui faut donc maintenir une posture de résistance permanente. Dans cette logique, la paix ne devient pas un objectif naturel ; elle devient une suspension tactique entre deux cycles de confrontation.

La guerre peut même offrir au régime un outil politique intérieur. Toujours selon le CSIS, l'existence d'un ennemi extérieur permet de justifier la répression, de détourner une partie de la colère sociale et de réorganiser la narration nationale autour de la survie plutôt que de l'échec. Cela ne signifie pas que la société iranienne adhèrera mécaniquement à cette lecture. Mais cela signifie qu'une campagne militaire occidentale, même destructrice, ne produit pas automatiquement une translation politique favorable à ses auteurs. Elle peut, au contraire, prolonger la durée de vie d'un pouvoir fragilisé en lui donnant une nouvelle justification de fermeté.

La deuxième difficulté de l'après-guerre concerne la crédibilité américaine. À première vue, Washington démontre une supériorité militaire nette. Mais la crédibilité d'une puissance ne dépend pas seulement de sa capacité à détruire. Elle dépend aussi de sa capacité à structurer ce qui suit. Or Reuters a montré que le discours américain, au moment même où il proclame des gains, ne répond ni aux inquiétudes des marchés, ni à la fatigue de l'opinion, ni aux questions des alliés sur la forme concrète de la sortie. Une puissance qui sait

frapper mais ne sait pas encore expliquer l'ordre qu'elle veut produire après ses frappes expose sa propre autorité à une lecture plus ambiguë.

Cette ambiguïté est particulièrement visible dans le Golfe. Carnegie écrit que la guerre a révélé la faiblesse structurelle des liens entre les États-Unis et les monarchies arabes : ni les bases américaines, ni les accords sécuritaires, ni les rapprochements régionaux n'ont suffi à protéger les États du Golfe des conséquences directes du conflit. Reuters ajoutait dès le 11 mars que, pour de nombreuses capitales du Golfe, cette guerre a été perçue comme un conflit déclenché ailleurs mais payé chez elles, en sécurité, en image et en coût économique. Cela change profondément la psychologie de l'après-guerre : même si les combats baissent, le doute sur la valeur réelle de la protection américaine restera ouvert.

Autrement dit, une victoire militaire américaine peut coexister avec une érosion politique de la confiance régionale. C'est l'un des scénarios les plus importants pour les think tanks : Washington peut sortir du conflit en ayant démontré sa force, mais en laissant derrière lui des alliés plus inquiets, plus autonomistes et plus tentés par la diversification stratégique. Reuters rapportait déjà que les capitales du Golfe souhaitent non pas seulement l'arrêt de la guerre, mais une réduction tangible des capacités iraniennes de nuisance. Si cette attente n'est pas satisfaite, l'après-guerre ne sera pas lu comme un retour à la sécurité, mais comme l'annonce d'une prochaine crise.

La troisième difficulté concerne la nature de la victoire elle-même. Une victoire militaire est relativement simple à présenter : des infrastructures détruites, des capacités réduites, des objectifs touchés. Une victoire politique est beaucoup plus exigeante : il faut qu'un nouvel équilibre apparaisse préférable à l'ancien, non seulement pour le vainqueur, mais aussi pour les acteurs qui devront vivre dans cet

équilibre. Or rien n'indique aujourd'hui que l'environnement régional accepte facilement l'ordre qui pourrait sortir de cette guerre. Carnegie note que les États du Golfe veulent avant tout redevenir des espaces crédibles pour le commerce, l'investissement et la circulation ; or cette crédibilité a été atteinte. Un ordre régional qui laisse subsister une prime durable de vulnérabilité sera, pour eux, un ordre inachevé.

Il faut alors revenir à une distinction essentielle : affaiblir n'est pas neutraliser. Le CSIS observe qu'après trois semaines de campagne, les lancements iraniens ont fortement baissé, mais qu'une capacité résiduelle subsiste et qu'elle reste suffisante pour toucher, notamment, des installations énergétiques. Dans l'après-guerre, cette capacité résiduelle peut suffire à empêcher la normalisation psychologique des acteurs économiques et des partenaires du Golfe. Ce n'est pas parce qu'un adversaire ne peut plus imposer un choc massif qu'il ne peut plus perturber durablement la paix.

La question d'Ormuz concentre d'ailleurs toute cette difficulté. Si le détroit rouvre partiellement mais demeure stratégiquement fragile, alors la paix restera à moitié théorique. Les routes énergétiques ne demandent pas seulement une liberté juridique ; elles demandent une confiance pratique. Or Reuters comme les centres de recherche cités plus haut convergent sur ce point : même avec une baisse des combats, l'environnement restera durablement risqué tant qu'aucune architecture crédible de sécurisation n'aura été mise en place. Une guerre peut donc s'arrêter dans les communiqués tout en continuant dans les calculs des armateurs, des assureurs, des investisseurs et des chancelleries.

La quatrième difficulté de l'après-guerre est l'écart possible entre les agendas américains, israéliens et arabes. Carnegie a souligné que les objectifs des différents partenaires ne sont pas parfaitement alignés. Les États-Unis peuvent rechercher une sortie qui limite le coût

intérieur et stabilise les marchés ; d'autres acteurs peuvent vouloir une pression prolongée ; les monarchies du Golfe, elles, demandent avant tout des garanties concrètes de sécurité. Cet écart ne bloque pas seulement la guerre ; il complique encore davantage la paix. Car une paix qui satisfait un camp mais laisse les autres dans l'insécurité devient vite une paix contestée.

Il faut aussi regarder l'après-guerre du point de vue de l'Iran. Brookings insiste sur le fait que la capacité du régime à se maintenir malgré les chocs crée un risque majeur : celui d'une résilience revancharde. Un pouvoir qui a encaissé une guerre, perdu une partie de ses centres de décision, subi des destructions et cependant survécu, peut bâtir sa légitimité future non sur la prospérité, mais sur le récit de l'endurance. Dans ce cas, l'après-guerre politique ne serait pas une ouverture, mais une consolidation dure, avec davantage de militarisation interne, davantage de contrôle et une plus grande tentation de maintenir des leviers de nuisance externe comme assurance-vie stratégique.

Cela rejoint un problème classique des guerres de coercition : elles supposent que l'adversaire lira rationnellement le coût subi comme un motif pour se conformer. Mais l'histoire montre que les régimes sous pression lisent parfois ce coût autrement : comme la preuve qu'ils doivent encore davantage se protéger, se durcir et rendre la prochaine intervention plus coûteuse. Le CSIS l'exprime clairement : même après la guerre, des hostilités de basse intensité entre l'Iran, Israël et peut-être les États-Unis peuvent continuer. Dans une telle logique, la paix n'est plus une destination ; c'est un interlude sous menace.

L'après-guerre politique comporte enfin une dimension plus large : le jugement du reste du monde. Cette guerre est observée bien au-delà du Moyen-Orient. Si les États-Unis apparaissent capables de détruire sans stabiliser, leurs rivaux en tireront des leçons. Si l'Iran apparaît

capable de survivre sans gagner, d'autres en tireront également des conclusions sur la valeur de l'endurance et sur les limites de la coercition occidentale. Et si les alliés du Golfe sortent du conflit plus exposés qu'avant, alors l'équation régionale du pouvoir américain en sera durablement modifiée. L'après-guerre n'est jamais seulement régional : il produit une jurisprudence stratégique globale.

Au fond, ce chapitre conduit à une idée simple, mais dérangeante. Dans cette guerre, la vraie question n'est pas seulement de savoir si les États-Unis peuvent battre l'Iran militairement. La vraie question est de savoir si cette victoire peut produire une paix perçue comme meilleure, plus sûre et plus stable que la situation qu'elle a détruite. Pour l'instant, rien ne permet de l'affirmer. Toutes les lignes de force que surveillent les think tanks — survie du régime, insécurité du Golfe, divergence entre alliés, vulnérabilité d'Ormuz, capacité résiduelle iranienne, fatigue politique américaine — suggèrent au contraire qu'il est parfaitement possible de gagner la guerre et de perdre la paix.

Et c'est souvent à ce moment-là que les empires découvrent le prix réel de leur puissance : non dans la bataille qu'ils remportent, mais dans la paix qu'ils ne savent pas encore faire tenir.

Chapitre 5

Poutine en embuscade

La Russie de Vladimir Poutine n'est pas au centre visible de la guerre entre les États-Unis et l'Iran. Et pourtant, elle est déjà dans le décor stratégique de cette crise, non comme pompier décisif, ni comme protecteur militaire de Téhéran, mais comme bénéficiaire indirect du désordre. C'est d'ailleurs l'un des enseignements les plus intéressants des analyses récentes : Moscou ne semble ni en mesure, ni vraiment désireuse, de sauver l'Iran au prix d'une confrontation frontale avec Washington. En revanche, la Russie peut très bien profiter d'un conflit qui hausse les prix de l'énergie, disperse l'attention occidentale, tend les stocks de défense et complique encore la hiérarchie stratégique de l'Europe. Reuters rappelle que la flambée actuelle du brut est alimentée à la fois par la guerre contre l'Iran et par la réduction des exportations russes liée aux attaques ukrainiennes, ce qui renforce mécaniquement la valeur géopolitique du baril russe encore disponible.

Le premier gain russe est donc énergétique. Il est presque mécanique. Plus le Golfe devient risqué, plus les marchés réévaluent à la hausse toute offre alternative ou simplement survivante. Reuters notait le 2 avril que le WTI avait bondi de plus de 11 % et le Brent de 7 % après les nouvelles menaces de Donald Trump, dans un contexte où la sécurité d'Ormuz restait non garantie. Pour Moscou, cela signifie une amélioration potentielle des recettes liées aux hydrocarbures, ou au minimum une respiration budgétaire dans un environnement où la guerre en Ukraine continue de peser lourdement. Carnegie formulait déjà un raisonnement semblable lors de la crise Israël-Iran de 2025 : une montée des prix de l'énergie peut aider la Russie à équilibrer plus facilement ses comptes sans qu'elle ait eu à créer elle-même ce choc.

Mais ce bénéfice énergétique ne doit pas être lu de façon trop simpliste. La Russie ne gagne pas seulement de l'argent ; elle gagne aussi du temps stratégique. Une partie des ressources politiques, militaires et intellectuelles occidentales se déplace de nouveau vers le Moyen-Orient. Le CSIS souligne qu'un conflit durable entre Israël et l'Iran, avec implication américaine, aspire l'attention de Washington à travers la défense aérienne, la protection maritime, le soutien en renseignement, la cyberdéfense et la gestion des munitions. Or cette distraction tombe au pire moment du point de vue de la stratégie américaine, puisque les priorités officielles des États-Unis restent la dissuasion de la Chine et la défense de leurs intérêts majeurs hors Moyen-Orient. Pour Moscou, chaque heure de concentration américaine déplacée est une opportunité relative.

C'est ici qu'intervient un deuxième avantage pour Poutine : l'usure de la bande passante occidentale. Les guerres contemporaines ne se gagnent pas seulement avec des armes ; elles se gèrent aussi avec de l'attention politique, des arbitrages bureaucratiques, des chaînes industrielles, des réunions d'alliés, des stocks et des délais. Quand une nouvelle crise majeure éclate, surtout dans une zone aussi sensible que le Golfe, elle ne retire pas automatiquement des missiles d'Ukraine ou de l'Indo-Pacifique ; mais elle fragmente les priorités, redistribue les urgences et impose des compromis. Le CSIS insiste précisément sur le fait que les conflits de basse intensité prolongés au Moyen-Orient drainent non seulement des ressources matérielles, mais aussi l'attention des décideurs à un moment où Washington voudrait théoriquement la réserver à la Chine. Pour Moscou, cette dispersion est une rente stratégique.

L'Europe, dans ce schéma, apparaît comme le maillon le plus vulnérable. D'un côté, elle reste structurellement mobilisée par la menace russe. De l'autre, elle ne peut pas ignorer une crise qui déstabilise l'énergie, la sécurité maritime et les défenses aériennes sur

son voisinage élargi. Le CSIS a récemment souligné la fragilité des stocks européens en matière de défense aérienne et l'urgence d'une montée en capacité plus rapide. Même si cette analyse ne porte pas exclusivement sur l'Iran, elle prend une résonance particulière aujourd'hui : plus le Moyen-Orient consomme d'intercepteurs, de systèmes et d'attention stratégique, plus l'Europe risque de se sentir prise entre deux impératifs qu'elle peine déjà à financer simultanément. La Russie n'a pas besoin d'un affaiblissement spectaculaire de l'Europe ; il lui suffit d'une Europe plus tendue, plus dispersée et plus hésitante.

Il faut toutefois éviter une caricature. Dire que Poutine profite du désordre ne signifie pas que la Russie contrôle le désordre. Reuters rapportait le 24 mars que Moscou regardait avec inquiétude tout risque de débordement vers la zone caspienne. Cela montre une nuance importante : la Russie préfère un chaos utile à un chaos incontrôlé. Elle aime les crises qui affaiblissent ses rivaux, pas celles qui menacent directement ses marges régionales ou font sauter des équilibres qu'elle ne peut plus gérer. De ce point de vue, la posture russe reste opportuniste, non messianique. Moscou veut les dividendes de la crise, pas nécessairement ses incendies secondaires.

Cette limite éclaire aussi la relation russo-iranienne. Beaucoup ont parfois imaginé une alliance presque organique entre Moscou et Téhéran. Les faits sont plus froids. Reuters relevait début mars que la Russie, comme la Chine, était restée en retrait sur le plan militaire direct face aux pressions subies par l'Iran. Cela ne veut pas dire rupture ; cela veut dire hiérarchie des intérêts. Pour le Kremlin, l'Iran est un partenaire utile, un levier régional, parfois un fournisseur ou un relais, mais pas un allié au point de justifier une confrontation ouverte avec les États-Unis. Carnegie allait déjà dans ce sens en 2025 : la guerre peut enrichir la Russie sur le plan énergétique tout en rappelant

que ses partenaires régionaux s'effondrent ou s'usent sans qu'elle puisse réellement les sauver.

Cette retenue russe peut même être lue comme une forme de réalisme brutal. Poutine n'a pas besoin de sauver l'Iran pour exploiter politiquement la crise. Il lui suffit que l'Iran tienne assez longtemps pour empêcher une démonstration américaine trop propre, pour maintenir la pression sur Ormuz, pour entretenir la nervosité énergétique, et pour prolonger la distraction occidentale. En ce sens, le meilleur scénario russe n'est pas forcément une victoire iranienne — notion déjà discutable — mais une crise suffisamment durable pour user les autres. Le bénéfice stratégique vient moins d'un résultat final que de la friction prolongée. Reuters et le CSIS convergent indirectement sur ce point : ce conflit vaut pour Moscou d'abord comme multiplicateur de contraintes pour Washington et ses alliés.

Il faut aussi regarder le versant narratif. La Russie aime les séquences où l'Occident apparaît à la fois puissant et impuissant : capable de frapper fort, incapable de stabiliser ensuite ; moralement affirmatif, stratégiquement empêtré ; technologiquement supérieur, politiquement sans solution nette. Si la guerre contre l'Iran s'achève dans un gel instable, avec un Golfe toujours nerveux et un régime iranien encore debout, Moscou pourra nourrir un récit commode : celui d'un Occident qui sait détruire mais ne sait plus ordonner. Ce type de récit compte. Il travaille les opinions publiques, les élites du Sud global, et plus largement tous les espaces où la Russie cherche à exister comme puissance de contestation de l'ordre occidental. Cette dimension est une inférence, mais elle est solidement appuyée par la manière dont les crises récentes ont été exploitées par la communication stratégique russe.

Il y a enfin un effet plus discret, mais potentiellement très important : la guerre au Moyen-Orient peut modifier la perception du risque

global au bénéfice relatif de Moscou. Lorsque les investisseurs, les gouvernements et les états-majors commencent à raisonner en termes de crise simultanée — Ukraine, Golfe, Indo-Pacifique — la rareté des ressources redevient une donnée centrale. Qui reçoit quoi ? Quels fronts sont prioritaires ? Quelle région absorbe les missiles, les intercepteurs, les arbitrages diplomatiques et les capacités industrielles ? Plus la réponse devient difficile, plus la Russie peut espérer que le soutien occidental à l'Ukraine se heurte à une lassitude pratique, même sans décision politique explicite d'abandon. C'est précisément ce type de compétition implicite entre théâtres que les centres stratégiques surveillent aujourd'hui.

Pour autant, il serait imprudent de conclure que Poutine sort automatiquement gagnant de cette séquence. Une flambée énergétique durable peut aussi peser sur l'économie mondiale au point de réduire la demande, un Moyen-Orient trop instable peut perturber des corridors utiles à la Russie, et une surchauffe stratégique peut finir par pousser l'Occident à réarmer plus vite. Le Kremlin joue donc moins une victoire assurée qu'une partie de bénéfices relatifs. Il ne récolte pas un ordre nouveau façonné par lui ; il récolte les écarts, les usures, les contradictions d'un système occidental qui doit gérer plusieurs crises à la fois. C'est moins spectaculaire qu'une alliance de guerre, mais parfois plus rentable.

Au fond, la Russie de Poutine apparaît dans cette guerre comme une puissance embusquée au bord du champ. Elle ne commande pas les opérations, elle ne décide pas de l'issue, elle ne protège pas réellement son partenaire iranien. Mais elle observe, compte, attend et engrange. Hausse des prix, distraction stratégique américaine, tensions sur les stocks européens, récit d'un Occident sur-sollicité : ce sont là des gains indirects, mais des gains tout de même. Et dans un monde saturé de conflits, les gains indirects comptent parfois autant que les victoires directes.

C'est peut-être même le cœur de la méthode poutinienne : ne pas toujours gagner soi-même, mais faire en sorte que les autres paient plus cher leurs propres guerres.

Chapitre 6

Pékin regarde, Taïwan écoute

Il y a des guerres que l'on mène, et d'autres que l'on observe pour en tirer des leçons. Pour la Chine, la guerre entre les États-Unis et l'Iran relève clairement de la seconde catégorie. Pékin n'est pas partie prenante du conflit, mais elle le regarde avec une attention méthodique. Non parce qu'elle envisagerait mécaniquement de reproduire ce qui se passe au Moyen-Orient, mais parce que cette crise lui offre un rare laboratoire grandeur nature : elle permet d'observer une Amérique à nouveau aspirée par le Golfe, de mesurer la vitesse de ses redéploiements, de tester la solidité de ses engagements simultanés et d'alimenter un récit utile sur les limites de la puissance américaine. Reuters a ainsi rapporté, le 25 mars, que Taïwan redoutait explicitement que Pékin exploite la distraction stratégique des États-Unis provoquée par la guerre au Moyen-Orient.

Le premier point que les think tanks travaillent probablement est le plus évident : la Chine n'a pas besoin d'attaquer Taïwan pour profiter du conflit. Il lui suffit d'observer, de mettre la pression, d'augmenter ses activités militaires, de tester les seuils psychologiques et de nourrir le doute sur la disponibilité américaine. Reuters indiquait que, depuis la mi-mars, Taïwan avait constaté une reprise de grandes incursions aériennes chinoises, interprétées comme un signal politique autant qu'un exercice militaire. L'objectif n'est pas forcément l'escalade immédiate. Il peut être plus subtil : montrer que Pékin sait lire le moment, et rappeler à Taipei qu'une Amérique occupée ailleurs n'est jamais un argument rassurant.

C'est ce qui rend cette séquence particulièrement sensible pour Taïwan. L'île ne regarde pas seulement la guerre en Iran comme une crise lointaine. Elle la regarde comme une expérience indirecte de sa propre vulnérabilité stratégique. Si Washington doit répartir ses

moyens entre le Moyen-Orient, l'Europe et l'Indo-Pacifique, alors la question n'est plus abstraite : quelle part de son attention, de ses stocks, de ses moyens navals, de ses munitions et de sa crédibilité peut-il effectivement consacrer à Taïwan en cas de tension simultanée ? Reuters rapportait le 30 mars que des parlementaires américains en visite à Taipei poussaient l'île à adopter rapidement un budget spécial de défense de 40 milliards de dollars, précisément dans un contexte où la menace chinoise monte et où la dépendance à l'égard du soutien américain reste une source d'inquiétude.

Pour Pékin, la leçon la plus précieuse n'est peut-être pas militaire au sens strict, mais politico-stratégique. Une guerre comme celle-ci permet d'étudier comment les États-Unis gèrent la simultanéité. Peuvent-ils convaincre qu'ils restent capables de faire face à plusieurs crises en même temps ? Oui, officiellement. Mais dans la pratique, chaque guerre consomme de la bande passante stratégique, de l'attention présidentielle, des arbitrages industriels, des capacités navales et des ressources de défense aérienne. La Chine n'a pas besoin de démontrer que l'Amérique est impuissante ; il lui suffit de rendre crédible l'idée qu'elle peut être sur-sollicitée. C'est souvent assez pour fragiliser la dissuasion psychologique autour de Taïwan. Reuters souligne d'ailleurs que la propagande chinoise utilise déjà le conflit moyen-oriental pour mettre en doute l'efficacité des armes américaines que Taïwan devrait employer en cas de guerre.

Mais il faut éviter un raccourci grossier : observer n'est pas décider d'envahir. C'est ici que les think tanks les plus sérieux nuancent le plus. Le CFR rappelle qu'une invasion de Taïwan resterait extrêmement difficile et coûteuse pour la Chine, en raison de la géographie, de l'ampleur logistique nécessaire et du risque de guerre régionale élargie. Pékin n'a donc aucun intérêt à confondre fenêtre d'opportunité psychologique et faisabilité opérationnelle immédiate. La leçon chinoise n'est pas forcément : "c'est le moment d'attaquer."

Elle peut être : “c’est le moment d’augmenter la coercition graduelle, de fatiguer Taïwan, de tester Washington et de faire mûrir un rapport de force plus favorable.”

C’est exactement ce qu’analysent Brookings et plusieurs experts américains : la pression chinoise sur Taïwan ne passe pas seulement par le scénario spectaculaire de l’invasion. Elle passe aussi, et peut-être d’abord, par la zone grise. Brookings écrivait la semaine dernière que la coercition chinoise doit être lue comme une campagne pré-conflituelle destinée à affaiblir Taïwan et à préparer les conditions d’un avantage futur, en exploitant le fait que Washington et Taipei ont trop souvent accepté le cadrage chinois de ces actions comme étant “en dessous du seuil” de la guerre ouverte. Dans ce contexte, le Moyen-Orient n’est pas une diversion absolue : c’est un multiplicateur de possibilités pour Pékin.

Le conflit avec l’Iran ouvre aussi un autre champ d’apprentissage pour la Chine : l’étude des opérations américaines. CSIS a publié une analyse frappante au mois de mars, estimant que Pékin est bien placé pour lancer contre Taïwan le type de campagne navale que les États-Unis ont menée contre l’Iran, voire plus vite encore en raison de la proximité géographique. Ce n’est pas une prophétie, mais un avertissement analytique : la Chine regarde la manière dont Washington disperse, frappe, protège, réagit aux menaces maritimes et gère les vulnérabilités portuaires. Chaque opération américaine devient, pour l’Armée populaire de libération, une base d’observation.

À cela s’ajoute un volet plus politique, que Reuters a documenté de manière très éclairante : Pékin essaie de transformer la guerre du Golfe en argument de persuasion pour Taïwan. Le 18 mars, l’agence rapportait que la Chine avait avancé une offre de “sécurité énergétique” dans le cadre de la “réunification pacifique”, en suggérant que Taïwan bénéficierait d’un approvisionnement plus sûr

au sein d'une "mère patrie forte", au moment même où la guerre perturbait les flux de LNG et les marchés de l'énergie. C'est un détail en apparence, mais il révèle beaucoup : la Chine ne parle pas seulement à Taïwan avec des avions et des missiles ; elle lui parle aussi avec l'argument du confort, de la stabilité et de l'infrastructure. Elle essaie de convertir une crise globale en levier narratif local.

Cela permet de comprendre pourquoi Taïwan réagit sur plusieurs plans à la fois. D'un côté, elle renforce son discours de défense et cherche à accélérer ses budgets militaires. De l'autre, elle défend sa diversification énergétique, précisément pour ne pas devenir vulnérable à ce type d'argument chinois. Reuters souligne que Taipei a déjà réorienté une partie de ses approvisionnements gaziers, auparavant liés au Qatar, vers d'autres sources, notamment américaines. Ce point est crucial : la guerre au Moyen-Orient n'impacte pas seulement Taïwan sur le plan militaire ; elle touche aussi ses vulnérabilités économiques et énergétiques, que Pékin tente d'exploiter politiquement.

Du point de vue américain, cette séquence oblige à réinterroger la crédibilité du "deux théâtres, voire trois théâtres". Washington affirme pouvoir gérer plusieurs menaces simultanément. C'est la doctrine affichée. Mais plus les crises se multiplient, plus cette affirmation devient un test concret. Brookings note que tout conflit direct autour de Taïwan avec engagement militaire américain porte un risque sérieux d'escalade, y compris au-delà du conventionnel, dans un contexte où la modernisation nucléaire chinoise affecte déjà la crédibilité de la dissuasion américaine. Cela signifie que la guerre avec l'Iran est aussi lue à Pékin comme un indicateur de la manière dont les États-Unis consomment leur crédibilité globale.

La réaction politique intérieure à Taïwan montre d'ailleurs que l'île sait qu'elle ne peut plus penser sa sécurité uniquement en fonction des

assurances américaines. Reuters a mis en lumière le blocage du budget spécial de défense et les pressions américaines pour qu'il soit adopté rapidement. Cela renvoie à une vérité que les think tanks répètent depuis des mois : la meilleure façon pour Taïwan de réduire le risque lié à une distraction américaine est de renforcer sa propre résilience, sa dispersion, ses stocks et sa capacité à survivre aux premiers jours d'une crise. La dissuasion, dans le cas taïwanais, ne dépend plus seulement de la promesse d'aide extérieure ; elle dépend de plus en plus de la capacité de l'île à ne pas apparaître comme un pari trop fragile.

Il existe enfin une dimension plus large, souvent sous-estimée : la Chine regarde aussi la guerre en Iran comme un test de narration mondiale. Si les États-Unis apparaissent une nouvelle fois comme une puissance capable de frapper mais obligée de disperser son attention, Pékin peut tenter d'utiliser cette image pour convaincre d'autres pays que l'ère américaine est celle de la sur-extension. Inversement, si Washington gère la crise sans perdre pied en Asie, cela renforce l'idée qu'il reste la seule puissance capable de soutenir plusieurs équilibres à la fois. Le conflit avec l'Iran devient donc aussi une scène de comparaison implicite entre modèle américain de sécurité et modèle chinois de montée en puissance patiente.

Au fond, le regard chinois sur cette guerre ne se réduit ni à l'opportunisme ni à l'attentisme. Il combine observation militaire, exploitation psychologique, pression graduelle, guerre de l'information et tentative de transformation des vulnérabilités économiques en levier politique. C'est ce mélange qui inquiète Taïwan. L'île sait qu'un conflit au Moyen-Orient n'annonce pas nécessairement une crise immédiate dans le détroit, mais elle comprend aussi qu'il peut modifier le climat stratégique, les perceptions de disponibilité américaine et la confiance dans la stabilité régionale. Reuters résume bien cette inquiétude : Taipei

redoute moins un copier-coller de la guerre d'Iran qu'une exploitation chinoise de la distraction américaine pour "fabriquer de l'instabilité" et miner la confiance dans le parapluie américain.

La vraie leçon, ici, est presque brutale : dans un monde saturé de crises, une puissance n'a pas besoin de déclencher une guerre pour gagner un avantage. Il lui suffit parfois d'apprendre d'une guerre menée par les autres, d'en tirer les faiblesses, d'en exploiter les répercussions, et de rappeler à son adversaire qu'aucun engagement extérieur n'est jamais totalement à l'abri de la distraction.

Pékin regarde. Taïwan écoute. Et dans cet écart entre observation et pression, c'est déjà une partie stratégique qui se joue.

Chapitre 7

L'OTAN hors zone, mais pas hors jeu

L'OTAN n'est pas officiellement partie à la guerre entre les États-Unis et l'Iran. Elle ne conduit pas l'opération, n'a pas déclenché le conflit, et ses membres ne parlent ni d'une seule voix ni avec le même degré d'implication. Pourtant, l'Alliance est déjà au cœur de la crise, non comme belligérante directe, mais comme système de sécurité affecté. C'est toute l'ambiguïté du moment : l'OTAN est hors zone au sens strict, mais pas hors jeu au sens stratégique. La guerre touche ses membres par la sécurité maritime, les stocks de défense aérienne, les débats sur le partage du risque, les divergences politiques avec Washington et la question centrale de la hiérarchie des menaces entre Russie et Moyen-Orient. Reuters rapportait le 1er avril que Donald Trump menaçait même de reconsidérer, voire de quitter, l'Alliance après le refus de plusieurs Européens d'envoyer des navires pour rouvrir Ormuz.

Le premier point à comprendre est simple : la guerre en Iran ne se déroule pas dans l'espace OTAN, mais elle frappe directement les intérêts vitaux de plusieurs pays de l'Alliance. Le détroit d'Ormuz est un nœud énergétique mondial, et sa paralysie touche l'Europe par les prix, le commerce, les chaînes industrielles et la stabilité financière. Emmanuel Macron l'a dit clairement le 2 avril : rouvrir le détroit par la seule force serait "irréaliste", tant les risques militaires sont élevés et tant les conséquences d'une telle opération pourraient être lourdes. Cette position française n'est pas marginale ; elle exprime une intuition européenne plus large : l'OTAN ne peut pas être automatiquement transformée en bras armé d'une guerre choisie ailleurs, surtout si cette extension aggrave encore la vulnérabilité du continent.

C'est là que commence le vrai débat : qu'est-ce qu'un allié doit à un allié lorsqu'une crise n'entre pas formellement dans le périmètre du traité, mais affecte directement la sécurité collective au sens large ? La question est d'autant plus sensible que Washington a cherché à lire les réticences européennes comme un manque de solidarité, tandis que plusieurs capitales européennes ont vu dans la pression américaine une tentative de faire endosser à l'Alliance une guerre dont elles n'avaient ni approuvé le déclenchement ni partagé les objectifs. Reuters indiquait le 31 mars que la France, l'Italie et l'Espagne avaient limité ou refusé certains soutiens aux opérations américaines liées à l'Iran, signe d'un malaise transatlantique plus profond que la seule question opérationnelle.

Autrement dit, la guerre révèle une vieille fracture jamais totalement refermée : l'OTAN est une alliance militaire, mais elle n'est pas une machine d'alignement automatique. Ses membres n'ont ni la même lecture des priorités, ni le même rapport au Moyen-Orient, ni la même tolérance au risque d'embrasement. L'Europe, en particulier, regarde aujourd'hui deux horizons à la fois : à l'est, la Russie reste la menace structurante ; au sud-est, la guerre du Golfe perturbe l'énergie, la navigation et la stabilité régionale. Plus ces deux horizons se rapprochent, plus l'Alliance entre dans une crise de hiérarchie stratégique. Reuters a montré que même au moment où la guerre s'intensifie, les Européens cherchent d'abord une issue diplomatique sur Ormuz plutôt qu'une logique d'escorte armée imposée par Washington.

Mais le plus sérieux n'est peut-être pas diplomatique. Il est matériel. La guerre a mis à nu la fragilité des stocks occidentaux de défense aérienne et antimissile. Le CSIS l'écrit sans détour : le conflit USA-Iran a exposé la faiblesse des réserves occidentales d'intercepteurs, alors même que l'Europe en a besoin à la fois pour sa propre réassurance et pour l'Ukraine. Cette observation est capitale

pour l'OTAN, car elle transforme un débat politique en contrainte industrielle. Une alliance peut afficher sa solidarité ; si elle n'a pas les missiles, les chaînes de production et les marges logistiques pour soutenir plusieurs théâtres, sa crédibilité devient plus difficile à entretenir.

Cela renvoie à une réalité souvent sous-estimée : une alliance se juge aussi à sa capacité de durer dans le temps, pas seulement à sa capacité d'annoncer des principes. La guerre avec l'Iran consomme de l'attention, mais aussi des munitions, des plateformes, des arbitrages budgétaires et des capacités industrielles. Or l'OTAN vit déjà sous tension du fait de l'Ukraine. Si le Moyen-Orient devient à son tour un aspirateur de systèmes de défense, alors le débat n'est plus seulement "faut-il s'impliquer ?", mais "que retire-t-on d'ailleurs pour s'impliquer ici ?". C'est précisément ce qui inquiète les analystes de sécurité européens : toute implication accrue dans la sécurité du Golfe peut se faire au prix d'une fragilisation de la posture de dissuasion face à la Russie.

Il faut alors distinguer deux niveaux. Au premier niveau, l'OTAN comme institution n'entre pas dans la guerre. Au second, plusieurs de ses membres sont déjà engagés dans la gestion de ses conséquences. Le Royaume-Uni a réuni plus de quarante pays pour faire pression en faveur de la réouverture d'Ormuz, pendant que des discussions émergent autour d'une éventuelle mission d'escorte ou de sécurisation post-crise. Même si cela ne se fait pas sous bannière OTAN, l'écosystème politico-militaire de l'Alliance est mobilisé. Cela signifie que l'OTAN peut rester formellement "hors guerre" tout en étant fonctionnellement impliquée dans l'après-crise maritime, énergétique et sécuritaire.

Le problème est que cette implication indirecte survient au pire moment politique pour l'Alliance. Donald Trump utilise déjà la guerre

pour durcir son discours contre les alliés européens, accusés de ne pas partager suffisamment le fardeau, et pour remettre en cause le lien transatlantique lui-même. Reuters rapporte qu'il a explicitement lié sa colère contre l'absence de soutien européen sur Ormuz à ses menaces sur l'avenir américain dans l'OTAN. Cette séquence est dangereuse non seulement à cause de l'Iran, mais parce qu'elle injecte dans la guerre une crise de confiance interne à l'Alliance. Une alliance sous pression extérieure supporte mal d'être en même temps fragilisée par des menaces de désengagement de sa puissance centrale.

À partir de là, les think tanks travaillent probablement sur trois scénarios OTAN. Le premier est celui d'une distance contrôlée : l'Alliance reste en dehors du conflit, mais certains membres participent à la sécurisation maritime ou à la gestion diplomatique des conséquences. Le deuxième est celui d'une implication fonctionnelle élargie : davantage de coordination navale, de défense antimissile, de surveillance et de protection des flux, sans mandat OTAN direct. Le troisième, plus inquiétant, est celui d'une fracture politique ouverte, où la guerre en Iran devient un accélérateur des tensions transatlantiques sur le partage du risque, la priorité à donner à la Russie et la légitimité des choix américains. Les faits récents donnent déjà du corps aux deux derniers scénarios.

Ce débat prend une intensité particulière en Europe parce que la guerre iranienne ne se présente pas comme une menace abstraite. Elle agit sur les marchés européens, sur le prix de l'énergie, sur les routes commerciales, sur la stabilité des voisins méditerranéens et sur la planification militaire. L'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne notait dès le 11 mars que le conflit avait des répercussions qui dépassaient largement le Moyen-Orient et concernaient directement l'Europe. Cela renforce l'idée que la frontière entre "hors zone" et "hors intérêt" n'existe plus vraiment. Ce qui se passe dans le

Golfe n'active peut-être pas l'article 5, mais cela touche tout de même le noyau dur de la sécurité européenne.

Reste alors une question plus profonde : l'OTAN peut-elle rester crédible si ses membres divergent fortement sur la manière de gérer les crises extérieures qui affectent pourtant leur sécurité intérieure ? La réponse n'est pas évidente. Une alliance n'a pas besoin d'unanimité sur tout pour fonctionner. Mais elle a besoin d'une cohérence minimale sur les priorités et d'une confiance durable dans la volonté du leader américain de ne pas instrumentaliser chaque désaccord. Or la guerre actuelle fait précisément l'inverse : elle met à nu la divergence des lectures stratégiques et la fragilité du lien politique. C'est sans doute pour cela qu'Emmanuel Macron, dans sa critique de l'option militaire sur Ormuz, a aussi rappelé que les alliances durables reposent sur la confiance réciproque et non sur le doute public permanent.

En vérité, la guerre entre les États-Unis et l'Iran agit pour l'OTAN comme un test de vocation. L'Alliance a été conçue pour la défense collective euro-atlantique. Mais le monde qui l'entoure ne sépare plus proprement les théâtres. Une crise énergétique dans le Golfe perturbe l'Europe. Une pression sur Ormuz agit sur la sécurité économique des alliés. Une consommation excessive d'intercepteurs au Moyen-Orient affecte les capacités face à la Russie. Une tension politique avec Washington sur l'Iran pèse sur la cohésion transatlantique. L'OTAN n'est donc pas invitée à choisir entre "dedans" et "dehors" ; elle est forcée de penser sa place dans un monde où l'interdépendance stratégique dissout les cloisons anciennes.

Au fond, ce chapitre débouche sur un constat plus large que la guerre elle-même. L'OTAN n'est plus seulement confrontée à la question de savoir comment défendre son territoire. Elle doit aussi gérer une réalité plus dérangeante : des crises extérieures peuvent désormais

fragiliser son économie politique, ses stocks, sa cohésion et sa crédibilité sans jamais se présenter comme une guerre au sens classique contre un membre de l'Alliance. C'est cette zone grise qui devient centrale.

Et c'est peut-être là, plus encore qu'à Téhéran ou à Ormuz, que se joue une part du futur stratégique de l'Alliance : dans sa capacité à rester unie lorsque la menace n'entre pas proprement dans ses cases, mais frappe tout de même ses intérêts vitaux.

Chapitre 8

Les monarchies du Golfe : riches, armées, et pourtant vulnérables

La guerre entre les États-Unis et l'Iran aura au moins eu ce mérite brutal : elle a déchiré, en quelques jours, l'un des récits les plus soigneusement construits de la région. Depuis des années, les monarchies du Golfe se présentaient comme des puissances à la fois riches, stables, protégées, technologiquement ambitieuses et capables de convertir leur rente énergétique en influence globale. Elles avaient investi dans les armements, dans les bases, dans les partenariats occidentaux, dans la finance, dans le tourisme, dans les data centers, dans les ports, dans les compagnies aériennes et dans l'image d'un avenir post-pétrole fondé sur la connectivité. Or la guerre a rappelé une vérité plus sèche : on peut être ultra-connecté, très armé et toujours profondément exposé. Reuters a montré dès le 11 mars que les États du Golfe, bien qu'ils n'aient pas déclenché la guerre, en paient déjà le prix sécuritaire et économique, avec des frappes, des perturbations de flux et une montée du doute sur la valeur réelle des garanties extérieures.

La première vulnérabilité est presque politique avant d'être militaire : les monarchies du Golfe découvrent qu'elles peuvent être entraînées dans une guerre qu'elles n'ont ni voulue ni contrôlée. C'est sans doute le point le plus humiliant pour elles. Elles ont beau accueillir des bases américaines, entretenir des liens étroits avec Washington, normaliser partiellement leurs rapports régionaux ou investir massivement dans leurs défenses, elles n'ont pas empêché que la guerre se déclenche, ni qu'elle retombe sur leur propre environnement stratégique. Reuters résume cette frustration en une formule lourde de sens : les États-Unis ont allumé la guerre, mais les États arabes du Golfe en paient la facture. Cela modifie en profondeur la psychologie régionale, parce qu'une puissance protégée peut accepter le risque ; une puissance protégée en théorie mais exposée en pratique

commence, elle, à douter du contrat implicite qui la lie à son protecteur.

Ce doute est d'autant plus sérieux qu'il ne porte pas seulement sur l'intention américaine, mais sur l'efficacité même du parapluie sécuritaire. Carnegie souligne explicitement que ni les accords d'Abraham, ni la présence de grandes bases américaines, ni les architectures bilatérales existantes n'ont suffi à protéger les États du Golfe. Autrement dit, la guerre met à nu un décalage entre l'épaisseur apparente du dispositif de sécurité et sa capacité réelle à empêcher les effets de contagion. Les monarchies du Golfe peuvent encore considérer les États-Unis comme indispensables ; elles ne peuvent plus considérer leur présence comme synonyme automatique de sécurité. Et cette nuance suffit à reconfigurer toute une pensée stratégique régionale.

La deuxième vulnérabilité est énergétique, mais pas au sens où on l'entend habituellement. Le Golfe reste un centre énergétique mondial, certes. Mais cette centralité est aussi une fragilité, parce qu'elle transforme la région en cible systémique. Les flux d'hydrocarbures, le gaz naturel liquéfié, les ports, les terminaux, les routes maritimes et les infrastructures de chargement deviennent autant de leviers de pression. Les États du Golfe savent désormais qu'ils ne sont pas seulement les exportateurs d'une ressource vitale ; ils sont les gestionnaires d'un nœud que la guerre peut paralyser ou dégrader très vite. C'est pourquoi plusieurs capitales de la région disent à Washington qu'un simple arrêt des combats ne suffira pas : elles veulent que les capacités iraniennes de coercition sur l'énergie ne puissent plus être remobilisées au prochain épisode. Cette exigence, rapportée par Reuters fin mars, montre bien que pour le Golfe, la paix n'est pas un silence des armes ; c'est une baisse durable du risque structurel.

Mais le plus intéressant est peut-être ailleurs : le Golfe n'est pas seulement vulnérable par son pétrole, il l'est aussi par son eau. Le CSIS rappelle que plusieurs installations de dessalement au Koweït et aux Émirats arabes unis ont subi des dommages indirects en début de conflit, avant que des installations à Bahreïn et en Iran ne soient à leur tour signalées comme touchées ou menacées. Dans une région où des millions de personnes dépendent directement de l'eau dessalée, cela représente une ligne de faille redoutable. La guerre révèle ainsi une vérité stratégique souvent négligée : les États du Golfe ne sont pas seulement des monarchies pétrolières ; ce sont aussi des sociétés artificiellement stabilisées par des infrastructures critiques très concentrées. Quand ces infrastructures deviennent des cibles potentielles, la richesse ne protège plus ; elle peut même désigner davantage.

Cette vulnérabilité hydrique est politiquement plus grave qu'il n'y paraît. Une attaque contre une raffinerie ou un terminal énergétique touche les revenus, les marchés et les investisseurs. Une attaque contre l'eau touche la vie quotidienne, la légitimité interne et le sentiment de sécurité de la population. C'est l'une des raisons pour lesquelles les think tanks s'intéressent autant à ce dossier : il montre que le Golfe n'est pas seulement exposé à des chocs macroéconomiques, mais à des risques de fragilisation civile. Et dans des régimes qui ont construit une large part de leur stabilité sur la fourniture continue de confort, de services et de normalité, la mise en cause des infrastructures vitales peut être stratégiquement plus corrosive encore que les pertes matérielles immédiates.

La troisième vulnérabilité est économique au sens large. Carnegie note que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont beaucoup misé sur la "connectivité" pour construire leur avenir post-pétrole : hubs logistiques, tourisme premium, aviation, commerce, grands événements, tech, data centers. Or tout cela repose sur une hypothèse

centrale : la région doit apparaître comme un espace de circulation fiable. Mais il est difficile de vendre l'image d'un hub mondial quand la guerre rappelle que les routes peuvent être fermées, que les assureurs peuvent renchérir les primes, que les vols peuvent être perturbés et que les investisseurs peuvent recalculer le risque. C'est peut-être là le vrai coût de la guerre pour le Golfe : non seulement des dommages directs, mais une détérioration de la promesse de normalité qui soutenait toute la diversification économique.

Cette détérioration explique pourquoi les monarchies du Golfe ne lisent pas la guerre comme une simple crise conjoncturelle. Elles la lisent comme une alerte stratégique sur leur propre modèle. Leur puissance, ces dernières années, reposait sur une synthèse : sécurité américaine, capital abondant, infrastructures de pointe, centralité énergétique et réputation de stabilité. Or les cinq termes de cette synthèse sont aujourd'hui fragilisés à des degrés divers. La sécurité américaine ne rassure plus complètement. Le capital devient plus prudent. Les infrastructures sont perçues comme plus vulnérables. L'énergie redevient une cible autant qu'un levier. Et la stabilité cesse d'aller de soi. Quand un modèle de puissance repose sur la fluidité et que la guerre le renvoie à la précarité, c'est toute sa grammaire stratégique qui vacille.

D'où un quatrième mouvement, déjà perceptible : la tentation d'une plus grande autonomie stratégique. Cela ne signifie pas rupture avec Washington. Les monarchies du Golfe n'ont ni intérêt ni capacité à remplacer rapidement le lien américain. Mais elles peuvent chercher à le compenser, le compléter, le rendre moins exclusif. Reuters souligne que la guerre pousse plusieurs capitales du Golfe à reconsidérer leur dépendance sécuritaire et à diversifier davantage leurs alliances et leurs capacités propres. C'est une évolution majeure. Car les États du Golfe ont longtemps pratiqué un équilibre subtil : assez d'autonomie pour peser, assez de dépendance pour être protégés. Si la protection

paraît moins fiable, l'autonomie devient moins un luxe qu'une nécessité.

Cette autonomisation probable ne sera pas seulement militaire. Elle sera aussi diplomatique et infrastructurelle. Diplomatique, parce que le Golfe cherchera sans doute à multiplier les canaux avec toutes les grandes puissances capables d'influencer les crises régionales, y compris celles qui ne partagent pas ses intérêts mais peuvent contribuer à la désescalade. Infrastructurelle, parce que la guerre pousse déjà à réfléchir davantage à la redondance : protection des terminaux, résilience électrique, diversification des routes, durcissement des systèmes de dessalement, sécurité des plateformes numériques et de la logistique critique. Les think tanks s'intéressent de près à ce basculement, car il transforme des monarchies rentières en États obsédés par la résilience.

Il faut aussi noter une blessure plus symbolique, mais non moins importante : le Golfe se découvre vulnérable malgré la dépense militaire. Ces États ont acheté des systèmes sophistiqués, investi dans les défenses antimissiles, développé des appareils de sécurité intérieure et extérieure. Pourtant, la guerre a montré que l'accumulation d'armements n'empêche pas nécessairement le sentiment d'exposition. Cela ne signifie pas que ces achats étaient inutiles ; cela signifie que la sécurité moderne ne se résume plus à la quantité de systèmes acquis. Elle dépend de la qualité de l'intégration, de l'anticipation, de la redondance, de la protection des infrastructures critiques et de la cohérence politique des alliés. Le Golfe n'est donc pas seulement confronté à une vulnérabilité matérielle ; il est confronté à une crise de doctrine.

Au fond, la guerre impose aux monarchies du Golfe une vérité qu'elles connaissaient sans doute déjà, mais qu'elles avaient réussi à tenir à distance : la richesse n'abolit pas la géographie. Elles vivent

dans l'une des zones les plus stratégiques du monde, au croisement de l'énergie, des détroits, des rivalités de puissance et des routes globales. Elles peuvent acheter des protections, mais pas sortir de leur emplacement. Elles peuvent moderniser leurs économies, mais pas abolir le fait qu'un choc régional menace immédiatement leur cœur de modèle. Elles peuvent diversifier leurs partenaires, mais pas effacer l'asymétrie entre leur puissance économique et leur vulnérabilité géostratégique.

C'est pourquoi ce chapitre ne doit pas être lu comme un simple portrait de fragilité. Les monarchies du Golfe restent riches, influentes et capables d'adaptation. Mais leur adaptation se fera désormais avec une conscience plus aiguë de leur exposition. Et c'est cela, sans doute, la grande leçon stratégique de cette guerre pour elles : elles ne sont plus seulement des puissances énergétiques en transition vers le monde d'après ; elles sont redevenues, brutalement, des États de première ligne dans un espace où la prospérité dépend d'une sécurité qu'aucun partenaire extérieur ne peut garantir entièrement.

En d'autres termes, le Golfe n'est pas faible. Il est pire que cela du point de vue stratégique : il est puissant, indispensable, ambitieux — et donc particulièrement vulnérable lorsqu'un grand conflit réactive tout ce qui faisait de lui, depuis toujours, l'un des centres nerveux les plus exposés du monde.

Chapitre 9

Israël : le rêve de redessiner le Moyen-Orient et le “risque existentiel” permanent

On ne comprend pas cette guerre si l'on regarde seulement Washington et Téhéran. Il manque alors un moteur décisif : Israël, non pas comme simple allié des États-Unis ou cible de l'Iran, mais comme acteur stratégique porteur d'une vision plus large. Pour Israël, cette guerre n'est pas seulement une réponse à une menace immédiate. Elle est aussi, très probablement, une fenêtre historique : celle d'un Moyen-Orient que l'on pourrait enfin remodeler à son avantage, en affaiblissant durablement l'Iran, en cassant l'architecture régionale de ses relais, et en imposant un nouvel environnement stratégique plus favorable. Reuters résumait très bien cette logique le 19 mars : selon les analystes cités, la guerre a “redessiné la carte politique” israélienne aux conditions de Benyamin Netanyahou, en déplaçant le centre de gravité du débat national de Gaza vers l'Iran, là où le consensus israélien est le plus fort.

Cette idée de redessiner le Moyen-Orient n'est pas un fantasme extérieur plaqué sur la guerre. Elle affleure depuis longtemps dans une partie de la pensée stratégique israélienne : sécuriser Israël ne consisterait pas seulement à contenir ou punir ses ennemis, mais à transformer l'environnement régional lui-même pour réduire structurellement les menaces futures. Déjà en 2024, Reuters décrivait une volonté israélienne de “reshape the regional landscape” après la mort de Yahya Sinwar. En 2026, avec la guerre contre l'Iran, cette logique trouve un terrain beaucoup plus vaste : il ne s'agit plus seulement de Gaza ou du front libanais, mais du cœur même du dispositif iranien et, au-delà, de l'équilibre régional qui en dépend.

Pour saisir la cohérence de cette ambition, il faut partir du mot central de la doctrine israélienne : l'existentiel. En Israël, l'Iran n'est pas

décrit comme un adversaire ordinaire, ni même comme un rival régional classique. Il est présenté comme une menace existentielle en raison de la combinaison entre son discours hostile, ses capacités balistiques, son soutien à des forces régionales armées et surtout la perspective nucléaire. Cette lecture structure une grande partie du raisonnement sécuritaire israélien. Elle n'est pas pure rhétorique : elle est enracinée dans l'histoire, dans la mémoire stratégique israélienne et dans une culture politique façonnée par l'idée que l'erreur d'anticipation peut être fatale. Mais c'est justement ce qui rend cette notion si puissante politiquement : une fois le registre existentiel activé, la marge pour le compromis, la retenue ou le calcul coût-bénéfice ordinaire se réduit fortement.

Le problème est que ce registre de l'existentiel peut devenir un cadre total, c'est-à-dire une grille qui justifie presque tout. Si la menace est existentielle, alors l'usage prolongé de la force devient plus facilement acceptable. Si la menace est existentielle, alors le temps diplomatique paraît secondaire. Si la menace est existentielle, alors l'élargissement des objectifs de guerre peut être présenté comme une nécessité stratégique et non comme une dérive. Ce glissement est décisif. Car une menace peut être réelle sans que toute la politique d'un État doive se déployer sous la logique de l'urgence permanente. C'est précisément la question que soulève cette guerre : à partir de quel moment une peur stratégique fondée devient-elle un principe d'expansion des buts de guerre ?

Dans le cas israélien, cette extension des objectifs semble aujourd'hui plausible à plusieurs niveaux. Le premier niveau est militaire : réduire l'appareil de nuisance iranien, frapper ses infrastructures, dégrader son potentiel nucléaire et balistique, affaiblir ses relais régionaux. Le deuxième est politique : transformer l'agenda intérieur israélien autour d'un front où Netanyahu retrouve de la légitimité. Reuters note clairement que la guerre a renforcé sa position, contrairement à

Donald Trump, piégé dans un conflit sans sortie claire, et contrairement aux monarchies du Golfe, exposées aux retombées. La guerre n'est donc pas seulement une opération sécuritaire ; elle est aussi un levier de recentrage politique interne.

Le troisième niveau, plus profond, est régional. Si l'Iran sort durablement affaibli, si ses relais se révèlent moins mobilisables que prévu, si certaines capitales arabes concluent qu'Israël reste l'acteur le plus résilient du champ régional, alors l'État hébreu peut espérer verrouiller un nouvel équilibre. Reuters a montré que plusieurs groupes proches de Téhéran en Irak n'avaient pas suivi massivement la logique de guerre, malgré le caractère potentiellement existentiel de la crise pour l'Iran. Cela nourrit, du point de vue israélien, l'idée que l'"axe" iranien n'est peut-être pas aussi cohérent, ni aussi automatique, que sa réputation le suggérait. Une architecture régionale peut se fissurer moins par effondrement spectaculaire que par défaut de solidarité au moment décisif.

C'est ici qu'apparaît l'ambiguïté la plus importante de ce chapitre. Car redessiner le Moyen-Orient peut vouloir dire deux choses très différentes. Dans sa version défensive, cela signifie : sécuriser durablement Israël en réduisant la capacité de ses ennemis à le menacer. Dans sa version expansive, cela peut signifier : accepter, voire produire, un niveau de désorganisation régionale qui laisse Israël relativement plus fort que tous les autres. Or ces deux logiques ne se recoupent pas parfaitement. Un environnement chaotique peut offrir des opportunités tactiques à court terme tout en fabriquant, à moyen terme, un monde plus violent, plus polarisé et moins maîtrisable. Reuters relevait déjà que certains voisins arabes s'interrogent sur ce point : Israël cherche-t-il seulement la sécurité, ou bien un nouvel ordre régional qu'il supporterait mieux que ses partenaires plus vulnérables ?

Le front libanais donne un aperçu troublant de cette tentation d'élargissement. Reuters rapportait le 23 mars que le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, appelait à annexer le sud du Liban jusqu'au Litani, dans ce qui apparaissait comme l'expression la plus explicite, à ce niveau, d'une logique de saisie territoriale au nom de la guerre contre le Hezbollah soutenu par l'Iran. Même si cette position n'épuise pas à elle seule la stratégie israélienne, elle révèle un climat idéologique : dans certains segments du pouvoir israélien, la guerre n'est pas pensée seulement comme neutralisation, mais comme occasion de redessiner des lignes concrètes de l'espace régional.

Ce point est capital, car il met en lumière un autre usage du mot "existentiel". Lorsqu'un État se vit sous menace existentielle, il peut être tenté de considérer que ses adversaires n'ont droit ni à la profondeur stratégique, ni à la marge de nuisance, ni parfois à l'intégrité territoriale des espaces depuis lesquels ils opèrent. C'est là que le langage de survie peut devenir un langage de refonte. Non pas nécessairement par plan impérial classique, mais par accumulation de mesures justifiées au nom de la sécurité. Le problème, évidemment, est qu'une région entière peut alors être contrainte de vivre durablement sous la logique israélienne de l'exception permanente. C'est ce que craignent plusieurs capitales arabes, même lorsqu'elles ne le disent pas publiquement dans des termes frontaux.

Il faut ajouter à cela la dimension psychologique et mémorielle. Pour une partie décisive de la société israélienne, la notion de menace existentielle n'est pas une technique de langage. Elle renvoie à une expérience historique profonde : l'idée qu'ignorer les menaces, sous-estimer les discours exterminateurs ou attendre trop longtemps peut avoir un coût irréparable. C'est ce qui donne à la doctrine israélienne sa force intérieure. Mais cette force est aussi ce qui la rend difficile à modérer. Une mémoire stratégique fondée sur la prévention du pire tend naturellement à survaloriser les fenêtres d'action. D'où

cette logique : si l'ennemi iranien apparaît affaibli, si les États-Unis sont engagés, si les relais régionaux semblent hésitants, alors pourquoi ne pas aller plus loin ? Le danger est précisément là : le moment favorable devient vite une justification en soi.

Le décalage avec Washington est alors inévitable. Pour Israël, l'Iran renvoie à une question de survie stratégique. Pour les États-Unis, le conflit renvoie aussi à des calculs d'énergie, de marchés, d'opinion, de coalition, de durée et de coût global. Reuters le montrait très bien le 19 mars : là où la guerre renforce Netanyahu politiquement, elle abîme Trump en l'enfermant dans un conflit coûteux et sans issue lisible. Cela signifie qu'Israël et les États-Unis peuvent combattre ensemble sans partager complètement la même définition du succès. Israël peut voir dans la guerre l'occasion d'un basculement régional. Washington peut y voir un risque d'enlèvement et un problème de sortie. Cette divergence n'est pas périphérique ; elle est au cœur de la fragilité de l'après-guerre.

Elle l'est d'autant plus que le "risque existentiel" n'est pas réservé au seul langage israélien. Reuters signalait le 25 mars que les États du Golfe eux-mêmes parlaient désormais de menace existentielle face aux frappes iraniennes sur leurs infrastructures. C'est un retournement intéressant : plus le langage existentiel se diffuse, plus chaque acteur tend à absolutiser sa propre sécurité. Or lorsque plusieurs puissances parlent en même temps le vocabulaire de la survie, le compromis devient presque impossible. Chacun peut alors présenter sa propre escalade comme défensive, et celle de l'autre comme agressive. La région entre dans un régime où tout le monde se dit menacé au point de justifier l'exception.

Dès lors, la vraie question n'est pas de savoir si la peur israélienne est "vraie" ou "fausse". Cette opposition est trop pauvre. La vraie question est de savoir ce que produit politiquement une peur

stratégique élevée lorsqu'elle devient le principe organisateur de la guerre. Produit-elle une sécurité plus stable ? Ou bien une dynamique de guerre sans clôture nette, dans laquelle chaque fenêtre d'opportunité appelle un redécoupage supplémentaire, une neutralisation additionnelle, une extension de l'exception ? C'est ici que le rêve de redessiner le Moyen-Orient rencontre sa propre limite : on peut casser des équilibres anciens sans être capable de construire des équilibres nouveaux qui tiennent.

Ce chapitre conduit donc à une conclusion double. D'un côté, il serait naïf de sous-estimer la profondeur de la doctrine israélienne face à l'Iran. La notion de menace existentielle structure réellement le raisonnement sécuritaire israélien, et elle aide à comprendre pourquoi cette guerre est perçue à Jérusalem non comme une campagne parmi d'autres, mais comme un tournant possible. D'un autre côté, il serait tout aussi naïf de ne pas voir que ce cadre existentiel peut devenir un accélérateur de buts de guerre beaucoup plus vastes : affaiblir, refondre, redessiner, verrouiller. Entre la sécurité légitime et l'ambition de refonte régionale, la frontière existe. Mais dans les temps de guerre, elle devient souvent difficile à distinguer.

Israël veut sans doute se protéger. Mais une partie de sa stratégie semble aussi viser davantage : faire de cette guerre non seulement un moment de riposte, mais un moment de reconfiguration. C'est là que le "risque existentiel" cesse d'être seulement une peur. Il devient une machine politique, capable de justifier une guerre longue, de produire du consensus intérieur et d'ouvrir la tentation d'un Moyen-Orient redessiné à l'ombre de la sécurité israélienne.

Et c'est précisément cette tentation qui fait d'Israël non un acteur secondaire de ce livre, mais l'un de ses centres de gravité.

Chapitre 10

Ce que les think tanks voient... et ce qu'ils ne voient pas

Les think tanks sont devenus, dans les crises contemporaines, à la fois des vigies, des traducteurs et des filtres. Ils lisent plus vite que beaucoup d'appareils politiques, mettent en forme des scénarios, hiérarchisent les risques, testent des options, donnent des mots à l'incertitude. Dans cette guerre entre les États-Unis, Israël et l'Iran, ils ont souvent eu raison avant les autres sur plusieurs points essentiels : la possibilité qu'une campagne censée briser Téhéran le laisse au contraire plus dur et plus dangereux, le risque qu'un arrêt prématuré des opérations laisse le Golfe plus exposé, le poids systémique d'Ormuz, la fragilité des stocks occidentaux, et la manière dont la guerre pouvait déjà être lue par Moscou et Pékin comme une fenêtre d'opportunité relative. Reuters, Carnegie et le CSIS convergent clairement sur ces diagnostics.

Il faut donc commencer par leur rendre justice. Les centres d'analyse sérieux ont vu ce que le commentaire médiatique immédiat voit souvent mal : que la guerre n'est pas seulement un rapport de feu, mais un problème de durée, de sortie, de répercussions économiques et d'architecture régionale. CSIS insiste sur le fait qu'une guerre doit être "waged", pas seulement "fought" : elle doit être politiquement portée, structurée, terminée, et non simplement remportée tactiquement. Reuters a montré de son côté que l'idée même d'une guerre censée "casser" l'Iran pouvait produire l'effet inverse en renforçant sa cohésion, sa radicalité et sa capacité de nuisance sur l'économie mondiale. Carnegie, enfin, a mis en lumière ce que beaucoup sous-estimaient encore : la vulnérabilité réelle des monarchies du Golfe, pourtant ultra-armées et étroitement liées aux États-Unis.

Mais un livre comme celui-ci ne peut pas s'arrêter là. Car les think tanks, précisément parce qu'ils sont influents, doivent eux aussi être interrogés. Non pour les disqualifier, mais pour comprendre leurs angles morts. Le premier de ces angles morts est sans doute un biais de structure : beaucoup d'analyses restent construites depuis Washington, Bruxelles, Londres ou quelques capitales du Golfe, même lorsqu'elles prétendent décrire une guerre régionale complexe. Or un regard majoritairement atlantique voit très bien les chaînes de causalité militaires, énergétiques et diplomatiques ; il voit souvent moins bien la profondeur politique, sociale et symbolique des acteurs qu'il observe. C'est ce que Reuters suggère lorsqu'il parle d'une "fundamental misjudgment" des États-Unis et d'Israël sur la manière dont l'Iran réagirait aux frappes contre son leadership. Le problème n'était pas l'absence d'information brute ; c'était une erreur de lecture sur ce qui fait tenir un régime et une société sous choc.

Autrement dit, les think tanks voient souvent très bien les capacités, mais moins bien les endurance. Ils savent compter des missiles, modéliser des coûts, cartographier des flux, tester des scénarios de fermeture maritime, comparer des stocks ou des doctrines. Ils sont plus vulnérables lorsqu'il s'agit d'estimer la résilience politique, le réflexe national autour d'un régime attaqué, ou la manière dont un appareil idéologique peut se recomposer sous les bombes. Carnegie note que l'Iran a réécrit sa stratégie de guerre en temps réel ; Reuters montre que la mort du Guide suprême n'a pas automatiquement désarticulé le système, mais a au contraire radicalisé sa réaction. Cela signale une limite classique de l'expertise stratégique occidentale : elle sait mesurer ce qui se détruit ; elle peine parfois à mesurer ce qui se recompose.

Le deuxième angle mort est celui de la politique intérieure. Les think tanks intègrent bien sûr la variable domestique, mais souvent comme contrainte secondaire : opinion publique, coût budgétaire, marge de

manœuvre électorale. Or, dans cette guerre, le politique intérieur n'est pas un décor ; il fait partie du moteur du conflit. Reuters a montré que la guerre renforçait Netanyahu alors qu'elle affaiblissait Trump, et qu'elle reconfigurait le débat israélien autour d'un front bien plus consensuel que Gaza. Cela oblige à voir la guerre non seulement comme crise internationale, mais comme technologie de recomposition du pouvoir interne. Beaucoup de notes stratégiques l'évoquent ; peu en font vraiment le cœur de leur lecture. Pourtant, sans cette dimension, on ne comprend ni la persistance de certaines escalades, ni la difficulté de certaines sorties.

Le troisième angle mort est plus délicat encore : le statut de la peur dans la décision. Les think tanks raisonnent volontiers en intérêts, en coûts, en signaux, en dissuasion. Ils ont tendance à supposer, même inconsciemment, que les acteurs restent prisonniers d'un calcul rationnel relativement lisible. Or une partie du conflit actuel échappe à cette seule logique. Le langage de la menace "existentielle", central dans la doctrine israélienne et désormais repris par certains États du Golfe, ne produit pas une simple montée des préférences sécuritaires ; il transforme la grammaire même de la décision. Quand une guerre est pensée dans le registre de la survie, la proportion, la retenue et la patience diplomatique changent de statut. Les think tanks en parlent, mais ils le traitent souvent comme une variable psychologique parmi d'autres, alors qu'il s'agit parfois d'un principe organisateur de l'action. Reuters a bien documenté cette diffusion du vocabulaire existentiel dans la région.

Le quatrième angle mort est celui de la désorganisation créatrice. Beaucoup d'analyses partent encore de l'idée implicite que les acteurs puissants cherchent avant tout un ordre plus stable que l'ordre précédent. Or certains peuvent viser autre chose : non pas un ordre harmonieux, mais un environnement suffisamment fragmenté pour leur être relativement favorable. C'est particulièrement sensible dans

le cas israélien, où la sécurité légitime peut se mêler à une ambition de reconfiguration régionale plus vaste. Les think tanks voient bien le but affiché — neutraliser la menace iranienne — mais ils explorent moins systématiquement cette hypothèse plus dure : et si certains acteurs acceptaient un niveau élevé de chaos durable dès lors qu'ils estiment pouvoir le supporter mieux que leurs voisins ? Cette question ne peut pas être tranchée légèrement, mais elle mérite d'être posée. Or elle reste souvent à la marge des cadres analytiques les plus institutionnels. L'interrogation de Reuters sur un Moyen-Orient "reshaped" selon certaines préférences israéliennes va précisément dans cette direction.

Le cinquième angle mort concerne le Sud global. Les think tanks occidentaux s'intéressent beaucoup à la Russie, à la Chine, à l'OTAN et au Golfe. Ils parlent moins des autres espaces qui encaissent pourtant le choc : pays importateurs d'énergie, économies vulnérables à l'alimentation, États soumis à une hausse brutale des coûts d'assurance, de fret ou de crédit. Or le CSIS rappelle que la crise d'Ormuz menace non seulement le pétrole et le gaz, mais aussi les fertilisants et, par ricochet, la sécurité alimentaire. Cela signifie qu'une guerre lue comme stratégique à Washington devient très concrètement une guerre du coût de la vie ailleurs. Les think tanks voient le système ; ils voient moins souvent la manière dont ce système se réfracte socialement hors des grands centres de pouvoir.

Le sixième angle mort est presque méthodologique : l'excès de scénarisation. Les think tanks excellent à produire des scénarios, et c'est utile. Mais tout scénario a un effet pervers : il donne au chaos une forme plus ordonnée qu'il ne l'est réellement. Il rassure l'esprit. Il hiérarchise. Il sélectionne quelques bifurcations plausibles. En faisant cela, il peut sous-estimer la part d'irrégularité, de malentendu, d'improvisation et de dérive propre aux guerres réelles. Les scénarios sont indispensables ; ils ne doivent pas devenir une manière élégante

d'apprivoiser l'incontrôlable. C'est particulièrement vrai ici, où plusieurs acteurs — Washington, Téhéran, Jérusalem, les monarchies du Golfe, Moscou, Pékin — réagissent simultanément à une séquence en mouvement. Plus il y a d'acteurs et de seuils, plus les scénarios peuvent éclairer... et masquer. La prudence exprimée par Reuters sur l'absence de "clear exit" et par CSIS sur les "wars after the war" devrait précisément pousser à se méfier de toute architecture trop propre.

Le septième angle mort touche à la sociologie même des think tanks. Carnegie met en avant son ambition d'analyse indépendante et non biaisée. C'est une norme importante. Mais aucune institution de ce type n'échappe entièrement à ses écosystèmes de financement, de recrutement, de visibilité médiatique, de proximité avec les décideurs ou de compétition pour l'influence. Cela ne signifie pas que leurs travaux sont faux ; cela signifie qu'ils portent presque toujours une certaine idée implicite de ce qu'est une bonne question, un risque majeur, un acteur central ou une solution acceptable. Une partie de leurs angles morts vient moins d'une erreur ponctuelle que d'une culture professionnelle : penser en termes de décideurs, de coalitions, de scénarios d'État, parfois au détriment des dynamiques sociales, historiques ou anthropologiques plus profondes. Carnegie lui-même présente sa mission comme destinée à informer les acteurs qui "set the global policy agenda", ce qui dit bien où se situe son centre de gravité.

Il y a aussi un biais de visibilité. Ce que les think tanks traitent le mieux est souvent ce que les décideurs veulent ou doivent traiter vite : nucléaire, détroits, stocks de munitions, sécurité des alliés, Chine, Russie, marchés. Ce qu'ils traitent moins bien est ce qui n'a pas immédiatement la forme d'un dossier stratégique propre. Or certaines dimensions essentielles de cette guerre — la fatigue morale, l'effet de répétition des crises sur les sociétés, la banalisation de l'exception

sécuritaire, la rétraction de l'horizon politique — n'entrent pas facilement dans une note de six pages ou un briefing pour responsables. Pourtant, ce sont parfois ces dimensions-là qui décident de la texture de l'après-guerre.

Il faut cependant éviter une critique facile. Les angles morts des think tanks ne les rendent pas inutiles ; ils les rendent humains et situés. Mieux encore : ils permettent de les lire comme il faut. Non comme des oracles, mais comme des producteurs de cadrage. Ils aident à voir vite et loin, mais pas à tout voir. Ils sont précieux pour comprendre la guerre des États, des flux et des équilibres ; ils le sont moins dès qu'il s'agit de saisir l'épaisseur totale d'un conflit où se mélangent mémoire, humiliation, peur existentielle, logique de régime, ressentiment social et tentation de reconfiguration régionale.

Au fond, c'est là la leçon la plus utile de ce chapitre. Les think tanks voient beaucoup. Ils voient parfois avant tout le monde. Ils ont eu raison sur plusieurs axes majeurs de cette guerre : la résilience iranienne, la vulnérabilité du Golfe, la fragilité des sorties trop rapides, la tentation opportuniste de la Russie et l'apprentissage stratégique de la Chine.

Mais ils ne voient pas tout. Et ce qu'ils voient mal n'est pas secondaire. Ils tendent à sous-estimer ce qui ne se laisse pas facilement convertir en modèle : la puissance des récits existentiels, la plasticité politique des régimes attaqués, la possibilité qu'un acteur préfère un chaos favorable à un ordre contraignant, et la profondeur humaine d'une guerre qui travaille autant les imaginaires que les cartes militaires.

C'est pourquoi ce livre a choisi de les prendre au sérieux sans leur abandonner le dernier mot. Car comprendre une guerre, ce n'est pas

seulement additionner des analyses expertes. C'est aussi interroger les lunettes à travers lesquelles l'expertise elle-même regarde le monde.

Prévision provisoire, risquée mais prudente

Ce qui peut arriver maintenant

Il faut commencer par une règle de méthode : dans une guerre de cette nature, prévoir n'est pas prophétiser. Il ne s'agit pas d'annoncer l'avenir avec aplomb, mais d'ordonner le probable, le possible et le risqué. La guerre entre les États-Unis, Israël et l'Iran est entrée dans une phase où les certitudes sont rares, mais où certains couloirs d'évolution deviennent malgré tout plus visibles. Au 2 avril 2026, trois éléments structurent déjà l'instant présent : le détroit d'Ormuz reste de fait paralysé, Donald Trump continue de menacer l'Iran de nouvelles frappes très dures, et plusieurs puissances — notamment la Chine, le Royaume-Uni et des États européens — poussent désormais plus ouvertement vers un cessez-le-feu ou au moins vers une réouverture rapide de la navigation.

Premier pari raisonnable : la guerre de haute intensité ne devrait pas durer très longtemps encore

C'est l'hypothèse la plus prudente à ce stade. Non parce que les acteurs auraient trouvé une solution politique, mais parce que le coût systémique du conflit devient trop élevé pour presque tout le monde. Les signaux récents vont dans ce sens : Londres a réuni plus de quarante pays pour faire pression sur Téhéran afin de rouvrir Ormuz, Paris juge irréaliste une réouverture par la seule force, et même Moscou cherche un cessez-le-feu ponctuel pour évacuer son personnel du site nucléaire de Bushehr. Cela ne ressemble pas à l'environnement d'une guerre appelée à s'étendre indéfiniment dans sa phase la plus chaude. Cela ressemble plutôt à une montée de la pression internationale pour faire baisser l'intensité, même sans régler le fond.

Deuxième pari : la baisse de l'intensité n'ouvrira pas automatiquement la paix

C'est probablement le point le plus important. Le scénario le plus plausible, à ce jour, n'est pas une paix claire, mais une désescalade incomplète : moins de frappes massives, davantage de pression diplomatique, mais un environnement régional encore profondément instable. Reuters souligne que les espoirs d'une fin rapide s'affaiblissent précisément parce qu'aucune sortie nette n'est visible, tandis que CSIS continue de travailler sur des scénarios de "war after the war", où les hostilités survivent sous forme de harcèlement maritime, de menaces énergétiques, de vulnérabilités du Golfe et de crispation stratégique durable. Autrement dit, la guerre pourrait bientôt cesser d'être spectaculaire sans cesser d'être active.

Troisième pari : Ormuz sera le vrai baromètre de la sortie de crise

Ce n'est pas seulement un symbole, c'est la variable décisive. Si le détroit se rouvre vite et de manière crédible, les marchés souffleront, les chancelleries parleront de désescalade, et Washington pourra présenter cela comme le début d'un succès. Si, au contraire, Ormuz reste fermé, semi-fermé ou rouvert sous menace permanente, alors la guerre restera économiquement et politiquement vivante, même avec moins de frappes. Les analyses du CSIS sur l'effet de chokepoint, comme les efforts diplomatiques britanniques et chinois de ces dernières heures, montrent bien que la question n'est plus seulement militaire : elle est désormais systémique. C'est pourquoi la réouverture du détroit est la vraie ligne de partage entre simple pause tactique et début de normalisation.

Quatrième pari : l'Iran ne paraît pas en position de gagner, mais il peut encore empêcher les autres de "gagner proprement"

C'est l'un des scénarios les plus sérieux. Téhéran a subi des coups très lourds, mais la logique actuelle ne suppose pas une victoire iranienne

classique. Elle suppose une capacité à tenir assez longtemps et à nuire assez largement pour que ses adversaires ne puissent pas convertir leur supériorité militaire en ordre stable. C'est exactement ce que plusieurs analyses récentes ont mis en avant : un Iran affaibli peut rester politiquement résilient, stratégiquement nuisible, et suffisamment dangereux pour maintenir une prime de risque durable sur la région. En clair, l'Iran peut perdre des moyens et conserver une fonction de perturbation majeure.

Cinquième pari : Israël cherchera à transformer les gains militaires en nouvel avantage régional

C'est sans doute l'un des paris les plus sensibles. Si la phase intense baisse, Jérusalem tentera vraisemblablement de faire reconnaître que le rapport de force régional a changé à son avantage : Iran affaibli, relais régionaux moins crédibles, Golfe plus dépendant d'une architecture de sécurité musclée, et centralité israélienne renforcée. Mais ce pari comporte un risque : vouloir convertir une victoire tactique en reconfiguration durable du Moyen-Orient peut produire un environnement plus fragmenté, plus instable et plus difficile à contrôler. C'est le paradoxe du moment : Israël peut sortir plus fort militairement tout en laissant derrière lui une région plus inflammable. Cette partie n'est pas réglée. C'est même l'un des grands inconnus du prochain trimestre.

Sixième pari : les monarchies du Golfe vont accélérer leur durcissement stratégique

Cela paraît presque certain, même si les formes exactes restent ouvertes. La guerre a montré que richesse, bases américaines et achats d'armes ne suffisent pas à produire la sécurité. Les États du Golfe vont donc probablement tirer quatre leçons : renforcer leurs défenses aériennes, protéger davantage leurs infrastructures critiques,

diversifier plus encore leurs partenariats extérieurs, et investir dans des capacités de résilience logistique et hydrique. Carnegie insiste déjà sur la faiblesse révélée des liens américano-golfe, tandis que les analyses sur les installations de dessalement et les routes énergétiques ont élargi la notion même de vulnérabilité régionale. Le Golfe ne va pas rompre avec Washington ; il va probablement cesser de croire que Washington suffit.

Septième pari : la Russie va continuer à profiter du désordre plus qu'à le diriger

Moscou n'apparaît pas comme le grand architecte du moment, mais comme un bénéficiaire indirect : prix élevés de l'énergie, dispersion de l'attention occidentale, tension sur les stocks, et sentiment d'un Occident de plus en plus sur-sollicité. Le fait même que la Russie cherche aujourd'hui un cessez-le-feu ponctuel pour Bushehr montre qu'elle ne veut pas d'un chaos totalement hors contrôle ; elle veut un chaos utile. La prévision la plus prudente est donc celle d'une Russie qui capitalise sur la guerre sans s'y brûler les mains : ni sauvetage de l'Iran, ni affrontement frontal avec Washington, mais bénéfices relatifs sur l'énergie, la narration stratégique et la distraction occidentale.

Huitième pari : la Chine n'ouvrira sans doute pas une crise majeure sur Taïwan immédiatement, mais elle exploitera la distraction américaine

C'est l'hypothèse la plus solide. Les signaux disponibles ne pointent pas vers une invasion imminente, mais vers une pression graduelle accrue : activités militaires, coercition psychologique, guerre narrative, et observation attentive des capacités américaines à tenir plusieurs fronts. Le message chinois du 2 avril — appel au cessez-le-feu, insistance sur Ormuz, critique des frappes

américano-israéliennes — s’inscrit dans cette logique : Pékin se pose en puissance de stabilité tout en regardant, très probablement, combien cette guerre coûte à la bande passante stratégique américaine. La vraie leçon pour Taïwan n’est pas que la Chine va bouger demain ; c’est qu’elle va apprendre aujourd’hui.

Neuvième pari : l’OTAN va rester divisée sur l’implication, mais concernée par les conséquences

L’Alliance ne deviendra probablement pas le bras armé de la réouverture d’Ormuz, surtout après les réticences européennes et la ligne défendue par Paris. En revanche, elle sera affectée par la guerre de trois manières : la tension sur les stocks de défense aérienne, la sécurité maritime au sens large, et la crispation politique transatlantique autour du partage du risque. La prévision la plus raisonnable n’est donc pas celle d’une OTAN “engagée” ou “désengagée”, mais celle d’une OTAN fonctionnellement touchée par une guerre qui n’est pas formellement la sienne.

Dixième pari : l’économie mondiale va garder une cicatrice durable, même si la guerre se calme

C’est un point souvent mal compris. Même si les combats majeurs reculent rapidement, la prime de risque ne s’évaporerait pas du jour au lendemain. Le pétrole peut refluer, mais les assureurs, les armateurs, les investisseurs et les États ont déjà appris quelque chose : Ormuz peut être bloqué, les flux peuvent s’arrêter, et le Golfe peut redevenir une zone où l’on recalcule la sécurité de chaque contrat. La guerre a donc déjà produit un effet durable : elle a renchéri la notion même de normalité. Sur ce point, les analyses de Reuters, du CSIS et de Carnegie sont convergentes.

Ce que je jugerais, à ce stade, le plus probable

La séquence la plus vraisemblable, aujourd'hui, est la suivante :
une baisse relative de la guerre chaude dans les prochaines semaines,
sous pression internationale croissante ;
puis un cessez-le-feu imparfait ou un gel instable ;
ensuite une longue phase d'après-guerre nerveux, marquée par la
sécurité d'Ormuz, la vulnérabilité du Golfe, une résilience iranienne
sous une forme ou une autre, une Israël tentée de capitaliser sur
l'avantage acquis, une Russie opportuniste, une Chine attentive, et un
Occident plus divisé qu'il ne voudrait l'admettre. Cette prévision reste
risquée, mais elle colle davantage aux signaux du moment qu'aux
scénarios de victoire nette ou de paix rapide.

Pourquoi cette prévision doit rester prudente

Parce qu'une guerre de ce type peut toujours bifurquer brutalement.
Une erreur de calcul, une frappe sur une infrastructure trop sensible,
un incident nucléaire, une décision politique intérieure dictée par la
survie d'un dirigeant, une attaque mal attribuée, ou un élargissement
indirect peuvent casser toutes les trajectoires raisonnables. Le fait que
la Russie demande déjà un cessez-le-feu pour évacuer Bushehr
rappelle d'ailleurs qu'un risque nucléaire civil ou industriel n'est pas
un simple arrière-plan théorique. Le propre des prévisions honnêtes
n'est pas de nier ces inconnues, mais de les intégrer comme limites
constitutives de l'exercice.

Au fond, l'anticipation la plus sérieuse tient peut-être en une phrase :
le plus probable n'est pas la paix, mais une sortie imparfaite du pire.
Et dans le monde qui s'annonce, cette simple nuance peut déjà décider
des prix de l'énergie, de la solidité des alliances, du calcul des rivaux
et de la manière dont l'histoire retiendra cette guerre : non comme une
victoire claire, mais comme un épisode qui aura rappelé à toutes les

puissances qu'on peut dominer une bataille sans maîtriser les conséquences.

Conclusion

La guerre qui rappelle aux puissances qu'elles ne maîtrisent pas tout

Au terme de cette traversée, une idée s'impose avec une force presque ironique : cette guerre n'a pas seulement opposé des puissances, elle a exposé leurs limites.

Les États-Unis ont montré qu'ils demeuraient la machine militaire la plus puissante du monde. Israël a rappelé sa capacité à transformer une menace en doctrine d'action. L'Iran, lui, a confirmé qu'un acteur affaibli peut encore déranger bien au-delà de sa force apparente. Les monarchies du Golfe ont découvert que la richesse, les bases et les armements n'abolissent ni la géographie ni la vulnérabilité. La Russie a profité du désordre sans le contrôler. La Chine a observé, appris et attendu. L'OTAN a compris qu'une guerre extérieure pouvait déjà fissurer sa cohésion sans jamais entrer formellement dans son périmètre.

Autrement dit, personne n'est sorti intact de cette séquence, même parmi ceux qui ont frappé le plus fort.

C'est peut-être là la vérité centrale de ce livre. Nous avons trop longtemps regardé les conflits modernes avec des catégories héritées des guerres plus lisibles : victoire, défaite, dissuasion, supériorité, coalition, stabilité. Or la guerre entre les États-Unis, Israël et l'Iran révèle autre chose. Elle montre qu'une puissance peut être immense et néanmoins empêchée. Qu'un adversaire peut être affaibli sans être neutralisé. Qu'un allié peut être protégé sans se sentir en sécurité. Qu'un détroit peut peser plus lourd qu'une déclaration solennelle. Et qu'une guerre régionale peut faire trembler l'économie mondiale sans jamais devenir officiellement une guerre mondiale.

Ce déplacement est fondamental.

Il signifie que le monde n'entre pas vraiment dans un nouvel ordre. Il entre plutôt dans une nouvelle zone d'incertitude, où les rapports de force restent réels mais où leur traduction politique devient plus fragile. Les puissances frappent encore. Elles menacent encore. Elles projettent encore leur force. Mais elles convertissent de moins en moins facilement cette force en paix stable, en ordre durable, en sécurité partagée ou en récit incontesté.

La guerre qui nous occupe ici n'est donc pas seulement un épisode géopolitique. Elle est un diagnostic.

Elle dit que les goulets d'étranglement valent désormais autant que les armées. Que les marchés, les assureurs, les stocks de missiles, les routes maritimes, les usines de dessalement, les opinions publiques et les récits de survie pèsent autant que les doctrines classiques. Elle dit aussi que la guerre n'est plus seulement ce qui détruit. Elle est ce qui renchérit, ce qui disperse, ce qui fatigue, ce qui reconfigure sans jamais refermer complètement.

En ce sens, la formule qui a traversé tout ce livre n'avait rien d'un simple effet de style. Elle était la clé de lecture la plus sobre et peut-être la plus juste : la force militaire peut imposer un rapport de puissance ; elle ne peut pas se confondre avec la toute-puissance.

Les États-Unis peuvent frapper l'Iran, mais non commander seuls les conséquences mondiales de cette guerre. Israël peut chercher à redessiner le Moyen-Orient, mais non garantir que ce redessin produira un ordre viable pour tous. L'Iran peut survivre politiquement, mais non redevenir ce qu'il était avant. Les monarchies du Golfe peuvent acheter de la sécurité, mais non sortir de leur exposition historique. La Russie et la Chine peuvent profiter du moment, mais non maîtriser entièrement ce qu'il ouvre. Même les

think tanks, si utiles soient-ils, éclairent la guerre sans jamais l'épuiser.

C'est pourquoi la prudence n'est pas ici une faiblesse intellectuelle. Elle est une discipline.

Prévoir, dans un tel contexte, ne consiste pas à jouer au prophète. Cela consiste à distinguer ce qui devient probable de ce qui reste possible, ce qui est visible de ce qui travaille déjà sous la surface, ce qui relève du rapport de force immédiat de ce qui relèvera demain de l'endurance, de la mémoire et du coût diffus. La guerre moderne punit les certitudes trop rapides. Elle humilie les scénarios trop propres. Elle récompense rarement ceux qui confondent domination tactique et maîtrise historique.

Il faut donc finir sans triomphalisme, sans fatalisme non plus.

Cette guerre n'annonce pas la fin de toutes les sécurités. Elle n'annonce pas davantage l'avènement d'un chaos absolu. Elle annonce quelque chose de plus inconfortable : un monde où les puissances restent redoutables, mais moins capables qu'avant de fermer les crises qu'elles ouvrent ; un monde où les guerres ne débouchent plus spontanément sur des équilibres, mais sur des séquences nerveuses, imparfaites, suspendues ; un monde où l'instabilité devient moins l'exception que la condition de fond.

Ce livre n'avait pas pour ambition de trancher définitivement ce que sera demain. Il avait une ambition plus modeste, et peut-être plus utile : regarder cette guerre comme un révélateur. Révélateur des limites américaines. Révélateur de la doctrine israélienne. Révélateur de la résilience iranienne. Révélateur de la fragilité du Golfe. Révélateur des bénéfices indirects russes. Révélateur de l'apprentissage chinois.

Révéléateur, enfin, d'un ordre international dont les lignes tiennent encore, mais tiennent de plus en plus sous tension.

Au fond, la question laissée ouverte par cette guerre est moins : qui a gagné ?

La vraie question est : quel monde sortira de cette incapacité croissante des puissances à transformer leur supériorité en stabilité ?

C'est là que commence l'après-guerre.

Et c'est là, surtout, que commence le vrai travail de lucidité.

Post-scriptum

Le scénario noir : quand la guerre cesse d'être réversible

Il faut, pour finir, signaler un scénario que certains cercles néoconservateurs américains n'écartent pas toujours avec la prudence nécessaire : celui d'une guerre qui ne se contenterait plus d'infliger des dégâts réparables, mais qui basculerait dans le registre des dommages irréversibles ou durablement structurants.

Jusqu'ici, malgré sa violence, cette guerre peut encore être pensée dans le cadre d'une destruction lourde mais partiellement réversible : infrastructures touchées, circuits logistiques perturbés, chaînes d'approvisionnement secouées, installations militaires dégradées, marchés affolés, routes maritimes menacées. Tout cela est grave. Mais tout cela, en théorie, peut encore être réparé, reconstruit, réassuré, renégocié.

Le scénario noir, lui, commence au moment où cette logique change de nature.

Il commence si les frappes visent systématiquement les raffineries, les champs pétroliers, les gazoducs, les terminaux d'exportation, en Iran comme dans les États du Golfe. Il s'aggrave si la guerre s'en prend aux stations de dessalement, c'est-à-dire non plus seulement aux revenus des États, mais aux conditions matérielles de la vie quotidienne de millions de personnes. Il entre dans une dimension encore plus dangereuse si le Golfe et le détroit d'Ormuz deviennent durablement minés, piégés ou militairement impraticables. À ce moment-là, la guerre ne perturberait plus seulement les flux : elle commencerait à détruire les bases physiques de la normalité régionale.

Et c'est là que l'irréversible menace.

Car une raffinerie peut parfois être reconstruite, mais pas sans temps, sans capitaux, sans sécurité minimale et sans confiance. Un champ pétrolier ou gazier fortement endommagé peut être remis en service, mais parfois au prix de longues années, de pertes colossales et d'une dégradation durable de la capacité productive. Une station de dessalement détruite ne retire pas seulement un actif économique : elle retire de l'eau. Quant à un détroit miné ou rendu structurellement incertain, il ne bloque pas seulement des navires ; il reprogramme la carte mondiale du risque.

Dans ce scénario, la guerre changerait de statut. Elle ne serait plus seulement une guerre de coercition, de punition ou de supériorité militaire. Elle deviendrait une guerre de déconstruction régionale.

C'est précisément ce qui rend ce scénario si redoutable. Car à partir d'un certain seuil, il n'y aurait plus de retour simple à "l'avant". Plus de rapide normalisation des marchés. Plus de réouverture rassurante d'Ormuz. Plus de promesse crédible de stabilité pour les investisseurs, les armateurs, les assureurs ou les populations. Le Golfe cesserait d'être seulement une zone de tension ; il deviendrait une zone de fragilité systémique durable.

Certains, à Washington ou ailleurs, peuvent être tentés de croire qu'un tel niveau de destruction forcerait enfin la capitulation stratégique adverse. C'est une vieille tentation : celle qui consiste à penser que plus de ruines produira mécaniquement plus d'ordre. L'histoire enseigne souvent l'inverse. Au-delà d'un certain seuil, la destruction ne discipline plus : elle dissémine le chaos, radicalise les acteurs, internationalise les coûts, et rend la paix elle-même beaucoup plus difficile à rebâtir.

Il faut donc nommer clairement ce danger. Le scénario noir n'est pas seulement celui d'une guerre plus dure. C'est celui d'une guerre qui

abîme durablement les conditions mêmes de la vie, de la circulation, de l'eau, de l'énergie et de la confiance régionale. Une guerre qui ne se contente plus de frapper des adversaires, mais qui fissure l'architecture vitale d'un espace déjà sous tension.

À partir de là, une question devient centrale : jusqu'où peut-on détruire sans prétendre encore reconstruire ?

C'est sans doute l'une des interrogations les plus graves de cette crise. Car lorsqu'une guerre bascule des dégâts réversibles aux dégâts irréversibles, elle cesse d'être seulement un affrontement entre puissances. Elle devient une hypothèque sur l'avenir.

**Livres PDF en version copyleft,
libre de droit de diffusion et littérature grise**



Pressplus.ma

www.pressplus.ma



SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS

ADNANE BENCHAKROUN

Adnane Benchakroun est ingénieur en informatique, diplômé de l'ESIEA Paris, grande école française spécialisée dans les technologies numériques. Reconnu pour son rôle pionnier dans la promotion de l'innovation et de l'entrepreneuriat au Maroc, il est cofondateur de Startup Maroc et initiateur du Startup Africa Summit, deux initiatives majeures en faveur des jeunes entrepreneurs et de l'émergence d'un écosystème dynamique et inclusif.

Son parcours alterne engagement public et réflexion stratégique : directeur du cabinet du Ministre du Plan (1998-2000), il a ensuite dirigé pendant vingt ans le Centre National de Documentation, avant de rejoindre le Haut-Commissariat au Plan comme conseiller entre 2020 et 2022. Il siège aujourd'hui au Conseil national du Parti de l'Istiqlal et assume la vice-présidence de l'Alliance des Économistes Marocains, où il contribue activement à la pensée économique nationale.

Formateur engagé, il intervient régulièrement dans les médias et conférences pour éclairer les grands enjeux économiques du Royaume : fiscalité, consommation, protection du pouvoir d'achat, politiques publiques et innovation.

Désormais à la retraite, il se consacre au journalisme digital en pilotant L'ODJ Média, plateforme multicanale du groupe Arrissala (portails d'actualité, web radio, web TV, magazines), tout en explorant d'autres formes d'expression : poésie, peinture, écriture et musique.

À travers ce traité, il livre une réflexion personnelle, libre et engagée, dans un langage accessible, à l'attention des nouvelles générations en quête de sens.

ABOUT ME

